



RAPPORT DE CADRAGE ITIE-RDC 2018, 2019 et I^{er} sem. 2020

Par le Secrétariat Technique de l'ITIE-RDC

Août 2020

Table des matières

ABRÉVIATIONS	4
CONTEXTE.....	6
ESSENTIEL DU CADRAGE 2018, 2019 ET I^{ER} SEMESTRE 2020.....	7
PRÉLIMINAIRES	8
1.1. Mandat	8
1.2. Objectif du rapport de cadrage ITIE-RDC 2018-2020	8
1.3. Champs d'application	8
1.4. Période fiscale considérée	8
1.5. Méthodologie	8
1.6. Limitations.....	9
PRÉSENTATION DU CADRAGE ITIE-RDC 2018, 2019 ET PREMIER SEMESTRE 2020.....	11
1. Détermination des seuils de matérialité	12
2. Détermination du Référentiel.....	15
3. Détermination du périmètre des entreprises	16
4. Détermination du périmètre des entités de l'Etat	19
5. Degré de désagrégation des données	20
6. Établissement des responsabilités dans la production du Rapport assoupli	20
7. Outils du Rapport assoupli	21
ANNEXES.....	23
Annexe 1 : Liste des Informations à divulguer.....	24
Annexe 2 : Données de base pour déterminer le seuil et le référentiel des flux	28
Annexe 3 : Données de base pour déterminer le seuil et le périmètre des entreprises et des entités de l'Etat	30
Annexe 4 : Référentiel du Rapport assoupli	39

Annexe 5 : Liste des entreprises du périmètre de télédéclaration.....	42
Annexe 6 : Liste des entreprises du périmètre de déclaration unilatérale de l'Etat.....	44
Annexe 7 : Liste de nouvelles entreprises du périmètre de télédéclaration.....	47
Annexe 8 : Périmètre des entités de l'Etat.....	48
Annexe 9 : Paiements infranationaux ventilés par province.	49
Notes	50

Abréviations

ACE	Agence Congolaise de l'Environnement
ACGT	Agence Congolaise des Grands Travaux
AFE	Agence Financière de l'Etat
AMR A	Avis de mise en recouvrement A
AMR B	Avis de mise en recouvrement B
BCC	Banque Centrale du Congo
BCSPSC	Bureau de Coordination et de Suivi du Programme Sino Congolais
CAMI	Cadastre Minier
CEEC	Centre d'Évaluation, d'Expertise et de Certification des substances minérales précieuses et semi-précieuses
CTCPM	Cellule Technique de Coordination et de Planification Minière
DGDA	Direction Générale des Douane et Accises
DGI	Direction Générale des Impôts
DGRAD	Direction Générale des Recettes Domaniales, Judiciaires, Administratives et des Participations
DGRMA	Direction Générale des Recettes du Maniema
DRP	Direction des Recettes Provinciales
DRLU	Direction des Recettes de Lualaba
DRHKAT	Direction des Recettes du Haut Katanga
DSA	Droits Superficiaires Annuels par carré
DTE	Droits et taxes à l'exportation
DTI	Droits et Taxes à l'Importation
EFCB	Effort à la Contribution au Budget de l'Etat
EP	Entreprise Publique
GTT	Groupe Technique de Travail
IBP	Impôt sur les Bénéfices et Profits
ICMH	Impôt sur Concessions Minières et d'Hydrocarbures

IGF	Inspection Générale des Finances
IM	Impôt Mobilier
KUSD	Millier de dollars américains
MIN PF	Ministère du Portefeuille
MUSD	Million de dollars américains
ONEM	Office National de l'Emploi
PIB	Produit Intérieur Brut
PTT	Plan de travail triennal
PMH	Police des Mines et d'Hydrocarbures
RSC	Redevance de Suivi de Change
SGH	Secrétariat Général aux Hydrocarbures
SICOMINES	Sino Congolaise des Mines
TC	Taxe sur exportation des concentrés
TVD	Taxe Voirie et Drainage

Contexte

Dans le cadre de la mise à jour de son Plan de travail triennal, le Comité Exécutif de l'ITIE-RDC a adopté, le 30 juillet 2020, sa Feuille de route des priorités à réaliser de juillet à décembre 2020, dont la divulgation des informations essentielles couvrant la période de 2018 à 2020.

Concomitamment à cette adoption de la feuille de route et, tenant compte des répercussions de la pandémie de la COVID-19 tant sur les industries extractives que sur les aspects fondamentaux de la mise en œuvre du processus ITIE en RDC, le Comité Exécutif, après examen des alternatives offertes par le Conseil d'Administration de l'ITIE de publier les rapports en 2020, a retenu l'option de produire un Rapport assoupli.

Ce rapport sera produit par le Secrétariat Technique, sous la supervision du Comité Exécutif et ce, conformément aux termes de référence ad hoc.

C'est dans ce cadre que, préalablement à la production de ce rapport, le Comité Exécutif de l'ITIE-RDC, sur base des revenus recensés auprès des entités de l'Etat pour l'exercice 2018, des informations contenues dans le Rapport contextuel ITIE-RDC 2017-2018 et, au regard des exigences à accomplir pour produire ledit rapport assoupli, procède à l'actualisation du cadrage 2017 en vue de circonscrire, dans le temps et dans l'espace, l'ensemble des informations à divulguer.

Essentiel du Cadrage 2018, 2019 et 1^{er} semestre 2020

- ❑ Ce cadrage a été confectionné sur base des revenus recensés auprès des entités de l'Etat pour l'exercice 2018 et des informations contenues dans le rapport contextuel 2017-2018. Il tient bien compte des informations requises par les cinq exigences convenues par le Conseil d'Administration de l'ITIE pour élaborer le rapport assoupli ;
- ❑ Seules les industries extractives minières et pétrolières sont considérées. Ainsi, l'artisanat minier et la forêt n'ont pas été pris en compte par le présent rapport. Ils feront l'objet d'une étude séparée. Les recettes recensées pour les deux secteurs se chiffrent à 3 157 765 174,32 USD dont 2 990 226 300, 66 USD pour le secteur minier et 167 538 873,73 USD pour le secteur pétrolier ;
- ❑ Les seuils de matérialité ont été fixés à 500KUSD aussi bien pour les flux que pour les entreprises. Ils représentent à peu près 0,02% de l'ensemble des recettes recensées en 2018. Aucun seuil n'a été fixé pour les autres catégories de paiements, entre autres, les transactions des EP, les transferts infranationaux, les dépenses sociales et environnementales ainsi que les dépenses quasi-budgétaires ;
- ❑ Sur base de la Norme ITIE, en l'occurrence, des dispositions des Exigences 4.1.b, 4.1.c, 4.3, 4.4, 4.5, 4.6, 5.2 et 6.1, le référentiel du rapport assoupli compte 44 flux pour les pétroliers et 67 pour les miniers. Par rapport à l'exercice 2017, 8 nouveaux flux intègrent le référentiel ;
- ❑ Au total 473 entreprises minières et pétrolières ont été recensées. 81 ont été sélectionnées dans le périmètre de télédéclaration et couvrent 99,37% de l'ensemble des paiements. 392 autres ont été retenues dans le périmètre de déclaration unilatérale de l'Etat. Elles représentent 0,63% de l'ensemble des paiements ;
- ❑ Le périmètre de télédéclaration comprend 75 entreprises minières et 06 pétrolières sélectionnées en combinant le critère de matérialité et celui du statut d'entreprise publique. 75 dont 03 EP ont été retenues sur base de la matérialité, tandis que 06 ont été retenues sur base du statut d'entreprise publique ;
- ❑ Le référentiel et les périmètres ainsi fixés sur base des données de 2018 seront également d'application pour l'année 2019, moyennant un éventuel réajustement ;
- ❑ Par rapport au périmètre de réconciliation 2017, 08 nouvelles entreprises (toutes minières) entrent dans le périmètre de télédéclaration.
- ❑ Les données financières du Rapport ITIE-RDC assoupli seront désagrégées par AFE, par entreprise et par flux (paiement par paiement) et, dans la mesure du possible, par projet. La déclaration unilatérale de l'Etat sera agrégée par flux et par entreprise ;
- ❑ Concernant les informations contextuelles leurs sources et leurs traitements sont présentés à l'annexe 1
- ❑ Consécutivement à la décision du Comité Exécutif du 30/07/2020 optant de produire un Rapport assoupli, les paiements et les recettes seront déclarés unilatéralement par les parties et, par conséquent, ils ne seront pas réconciliés. Néanmoins, pour les besoins d'analyse, d'exhaustivité et de fiabilité des données, des explications supplémentaires seront demandées aux parties déclarantes pour tout écart de déclaration supérieur ou égal à 500 000 USD ;
- ❑ Le progiciel T/SL sera intégralement utilisé aux fins de collecte et traitement automatique des données. Pour assurer l'exhaustivité et la fiabilité de ces dernières, un mécanisme pratique de fiabilisation a été proposé ;
- ❑ Le Rapport ITIE-RDC assoupli sera produit par le Secrétariat Technique sous la supervision du C.E, conformément aux termes de référence ad hoc ;
- ❑ Le présent rapport de cadrage contient neuf annexes qui en font parties intégrantes ;
- ❑ Les données de ce rapport sont libellées en dollars américains au taux moyen calculé de **1616.2 CDF/1USD**.

Préliminaires

1.1. Mandat

Au cours de sa réunion du 30 juillet 2020, le Comité Exécutif de l'ITIE-RDC a adopté les termes de référence pour la production du Rapport assoupli ITIE-RDC 2018-2020 et a donné mandat au Secrétariat Technique d'actualiser le cadrage 2017 afin de délimiter dans le temps et dans l'espace l'ensemble des données que comprendra ledit rapport.

Ce rapport est établi à l'usage exclusif de l'ITIE-RDC et ne saurait être utilisé à des fins autres que celles pour lesquelles il est destiné.

Les avis qui y sont exprimés sont ceux du Comité Exécutif de l'ITIE-RDC.

1.2. Objectif du rapport de cadrage ITIE-RDC 2018-2020

Ce rapport vise à déterminer, avec précision, les données que doit contenir le Rapport assoupli ITIE-RDC 2018-2020 qui sera publié au plus tard le 31 décembre 2020.

Pour ce faire, il doit déterminer, de manière rigoureuse, le périmètre d'application du processus de déclaration ITIE, les outils adéquats de collecte et de déclaration ainsi que les procédures de fiabilisation des données conformément aux attentes du Groupe Multipartite.

1.3. Champs d'application

Seules les industries des secteurs des hydrocarbures et des mines (titulaires et entités de traitement) sont retenues pour le cadrage du Rapport ITIE-RDC 2018-2020. Conformément au Plan de travail triennal 2018-2021, l'artisanat minier et la forêt feront l'objet des rapports spécifiques séparés. Ils ne sont donc pas pris en compte par le présent rapport. Bien que la Taxe de 1% sur les produits de transaction des matières précieuses d'exploitation artisanale relève de l'artisanat minier, elle a cependant été retenue dans le référentiel du fait qu'elle a été payée par les entités de traitement.

1.4. Période fiscale considérée

Le rapport porte sur les exercices fiscaux 2018, 2019 et dans la mesure du possible sur le premier semestre 2020.

Ainsi, tous les paiements effectués par les entreprises et tous les revenus encaissés par les entités de l'Etat et les EP au cours des exercices précités doivent être rapportés par les parties déclarantes, au regard du Référentiel des flux et du périmètre retenus.

De même, toutes les informations contextuelles visées par ***l'annexe 1*** devront figurer dans ce rapport. Elles seront obtenues auprès des entreprises, des entités de l'Etat et des EP aux fins d'analyse et de divulgation.

1.5. Méthodologie

La méthodologie suivie a consisté à :

- 1) Passer en revue et analyser les lois, les règlements, les textes pertinents (Norme, Circulaire 2020-31/BC-290 du C.A de l'ITIE) ainsi que le rapport contextuel ITIE-RDC 2017-2018 en

vue d'avoir une meilleure compréhension des impôts, droits, taxes, redevances, flux contractuels et toutes les autres informations requises pour élaborer le rapport assoupli,

- 2) Collecter les données sur les revenus auprès de diverses structures étatiques.
- 3) Compiler les données collectées ci-après pour confectionner un répertoire des entreprises et de leurs paiements :
 - La liste des détenteurs des droits miniers issue du Cadastre Minier avec la liste des entreprises opérant dans le secteur minier communiquée par les différentes Agences Financières de l'Etat ;
 - La liste des détenteurs des droits pétroliers fournie par le SGH avec la liste des entreprises opérant dans le secteur communiquée par les différentes Agences Financières de l'Etat ;
 - La liste des Entités de traitement reçue de la CTCPM avec la liste des entreprises opérant dans le secteur minier communiquée par les différentes Agences Financières de l'Etat ;
 - La liste des sociétés retenues dans le périmètre de conciliation des années précédentes ;
 - Les revenus perçus par l'Etat en 2018, par nature de flux et par entreprise.
- 4) Déterminer le périmètre de télé déclaration des entités de l'Etat en indiquant le motif de leur sélection ;
- 5) Définir et fixer les seuils de matérialité afin de déterminer :
 - i) le référentiel des flux financiers en indiquant le motif de leur sélection ;
 - ii) le nombre des entreprises à retenir dans le périmètre de télé déclaration.
- 6) Proposer les outils adéquats au rapportage des données du Rapport assoupli (formulaires, T/SL, mécanisme de fiabilisation des données) ;
- 7) définir la procédure de collecte des informations contextuelles.
- 8) Rédiger le projet de rapport de cadrage, l'améliorer par le GTT et les parties prenantes et le soumettre à la validation du Comité Exécutif.

1.6. Limitations

Au titre des limitations des travaux d'élaboration du cadrage, il convient de signaler que les conclusions consignées dans le présent rapport sont basées principalement sur les données collectées auprès des structures de l'Etat et des entreprises publiques ainsi que sur le Rapport contextuel 2017-2018 et la feuille de route des priorités du C.E de juillet à décembre 2020.

Bien plus, les données collectées dans le cadre de ce rapport n'ont pas fait l'objet d'une quelconque vérification, puisque la vérification du caractère raisonnable et de l'exactitude des données concerne plus les travaux de conciliation que ceux du cadrage.

Néanmoins, partant du fait que les données reçues ont été vérifiées et certifiées par les hauts responsables des structures de l'Etat qui les ont fournies, il y a lieu de présumer qu'elles revêtent un certain degré de fiabilité.

Ce rapport est élaboré sur base des revenus recensés auprès des entités étatiques en 2018 et des informations contenues dans le Rapport contextuel ITIE-RDC 2017-2018. Il ne comprend donc pas les informations sur les revenus de l'exercice 2019, qui n'ont pas encore été collectées, encore moins les données de 2020, susceptibles de permettre l'évaluation de l'impact de Covid-19. Les revenus de ces deux derniers exercices feront l'objet d'une collecte complémentaire pour couvrir la période fiscale retenue ci-dessus conformément à la décision

du Conseil d'Administration qui requiert que le rapport assoupli contienne des informations les plus récentes possible.

A la date de la rédaction du présent rapport, le **CEEC** et la **BCC** n'avaient pas encore transmis les recettes perçues des industries extractives en 2018. Il en est de même des directions des recettes provinciales des provinces **de Kinshasa**, de **Sankuru et de Kwango** qui n'ont pas transmis les données attendues. Toutefois, en se référant aux données recensées lors des cadrages 2015 et 2016, l'on remarque que ces trois provinces n'ont pas renseigné des recettes relevant du secteur extractif industriel. Par conséquent, l'absence de leurs déclarations n'impacte en rien l'exhaustivité des données du présent rapport.

En outre, certaines directions des recettes provinciales ont transmis des données ventilées seulement par actes générateur sans préciser les noms des entreprises (ou assujettis) qui les ont payés. C'est le cas des provinces de **l'Ituri** et de **Lomami**.

Enfin, ce rapport ne contient pas les données sur les recettes perçues par les ETD au titre de 15% de la redevance minière leur revenant. Toutefois, ces recettes seront captées dans le cadre d'une étude spécifique portant sur la répartition et la gestion de la redevance minière.

PRÉSENTATION DU CADRAGE ITIE-RDC 2018, 2019 et premier semestre 2020

I. Détermination des seuils de matérialité

En raison de la contrainte financière et du contexte de la pandémie de la COVID-19 qui limite sensiblement le contact et les déplacements, les seuils de matérialité pour la détermination du périmètre et du référentiel sont reconduits tout en s'assurant d'un taux de couverture raisonnable garantissant un niveau d'exhaustivité et de qualité des données confortables.

I.1. SEUILS DE MATÉRIALITÉ DES FLUX (Minier et Pétrolier)

(i) Seuil de matérialité des flux sectoriels et de droit commun

- Le seuil de matérialité a été déterminé sur base des recettes perçues par l'Etat de la part :
 - des entreprises de l'amont pétrolier en phase de production ou d'exploration à l'exclusion des paiements des entreprises de l'aval pétrolier.
 - des titulaires des droits miniers, les partenaires/JV des EP ainsi que les entités de traitement et/ou de transformation, exclusion faite au départ des paiements perçus par l'Etat des titulaires des droits des carrières, des sous-traitants, des affiliés, des comptoirs.

Toutefois, en vertu de l'exigence 4.4 de la Norme, les paiements effectués dans le cadre du transit pétrolier ont également été considérés.

- La méthodologie suivie pour déterminer le seuil de matérialité des flux a consisté à :
 - Identifier les différents flux déclarés par l'ensemble des entités de l'Etat ;
 - Regrouper tous les paiements perçus par flux et les classer par ordre décroissant ;
 - Cumuler les paiements ;
 - Calculer le poids de chaque flux dans l'ensemble des recettes ;
 - Cumuler les pourcentages des poids de chaque flux ;
 - Déterminer le montant minimum correspondant au taux de couverture cumulé le plus élevé et jugé raisonnable. C'est ce montant qui est considéré comme étant le seuil de matérialité.

Le résultat du traitement est contenu dans le tableau à l'annexe 2

CONSTATATIONS

- 67 flux sectoriels et de droit commun de diverses importances couvrent l'ensemble des paiements divulgués par l'Etat (**3 157 765 174,32USD**) jusqu'au plus petit paiement d'un montant agrégé de 300USD (soit **0,000095%** du total des paiements) se rapportant à **la taxe d'agrément annuel des groupements miniers**, flux relevant de l'artisanat minier qui a été reporté par les provinces.
- À ce point, le taux de couverture est de 100%, soit le niveau le plus élevé jugé satisfaisant du point de vue exhaustivité ;
- En considérant l'objectif d'un taux de couverture jugé raisonnable de **99,92%** calculé jusqu'au niveau du montant de **454 KUSD** encaissé au titre de « **frais proportionnels pour enregistrement et approbation d'actes administratifs** », on constate que 44 flux sont déclarés pour un total de **3 155 130 946,40 USD** tandis que **23** flux autres sont situés en deçà de ce montant et représentent globalement **2 634 227,92 USD** soit un taux de couverture de **0,082%** du total des recettes de deux secteurs.
- Parmi ces 23 flux, **14** sont sectoriels (**2 432 715,41 USD**), **06** sont de droit commun (**189 187,57USD**), **02** sont spécifiques mais ont été mal déclarés (**61 396,13 USD**) et **01** flux relève de l'artisanat minier (**300USD**).

RECOMMANDATIONS

- ✓ Considérer le montant de 454 000 USD arrondi à 500 000 USD (soit 0,016%) comme seuil de matérialité applicable aux flux et correspondant à un taux de couverture jugé raisonnable de 99,92% de l'ensemble des recettes divulguées par l'Etat. Considérer comme matériel, tout flux dont le total pris individuellement est supérieur ou égal à 500 KUSD.
- ✓ Sélectionner dans le Référentiel les 44 flux matériels ainsi que tout flux spécifique au secteur extractif industriel, quel que soit le montant déclaré. Sur cette base, inclure dans le référentiel, les 14 flux spécifiques des 23 flux¹ non matériels.
- ✓ Exclure du Référentiel les 06 flux non matériels de droit commun, les 02 flux spécifiques qui ont été mal déclarés et le flux relevant de l'artisanat minier.
- ✓ En prévision des difficultés que risque de poser la télédéclaration dans T/SL, les paiements au titre de « frais de passage » payés par Cabinda Gulf Oil Company seront déclarés unilatéralement par la DGRAD du fait que cette société de droit angolais n'est pas domiciliée ou représentée en RDC². Toutefois, en vue de conforter la déclaration de la DGRAD, le SGH sera sollicité pour obtenir de Cabinda Oil la confirmation des paiements ainsi que la lettre de liquidation.

(ii) Seuils de matérialité des autres flux

- 1) **Les transactions des entreprises publiques** : En Conformité avec les exigences 2.6 a) i et ii. et 4.5 de la Norme, toutes les transactions effectuées par les EP seront intégralement divulguées par les entreprises publiques.
Ainsi, le seuil de matérialité est de fait nul en raison de : (i) l'option levée par le C.E d'intégrer dans le périmètre de télédéclaration toutes les entreprises publiques sans considération du niveau de leurs paiements et (ii) la considération qu'attachent les parties prenantes au rôle des entreprises publiques dans l'économie nationale et à la divulgation exhaustive de leurs transactions.
- 2) **Les transferts infranationaux** : Seuil de matérialité nul en raison des attentes des autorités et des communautés locales en termes d'impact et diverses réalisations au niveau local. Pour le secteur pétrolier, les transferts visés ici sont ceux relatifs à l'allocation à la province productrice des 10% de la part des recettes pétrolières de la catégorie B revenant aux provinces conformément à la Loi n°1/011 du 13 juillet 2011 relative aux Finances Publiques (la LOFIP)³. À ce jour, ce transfert n'est pas effectif faute de signature de l'arrêté interministériel d'application devant être signé par les ministres ayant dans leurs attributions les Hydrocarbures et les Finances. De ce fait, il n'est pas possible de fixer le seuil de matérialité pour des paiements potentiels.
- 3) **Les dépenses sociales** : Aucun seuil n'est fixé. Elles seront déclarées unilatéralement par les entreprises, sans considération de la hauteur du montant engagé
- 4) **Les dépenses environnementales** rendues obligatoires par la loi/règlement et engagées par les entreprises extractives, elles seront déclarées sans application du seuil de matérialité
- 5) **Les dépenses quasi-budgétaires** : Comme les transactions des EP, les éventuelles dépenses quasi budgétaires cernées seront déclarées avec un seuil de matérialité nul de fait.
- 6) **Revenus des ventes des parts de production de l'Etat et /ou autres revenus perçus en nature** : Aucun revenu de ces genres n'a été renseigné lors du cadrage. En effet, aucun CPP n'est entré en production en 2018 pour donner lieu à des tels revenus. Par conséquent aucun seuil de matérialité ne peut être fixé pour des revenus potentiels.

Les autres paiements : Aucun seuil de matérialité n'est fixé pour ces flux puisqu'étant déclarés unilatéralement par les parties. La source et le fondement de leur classement seront précisés par le Rapport.

I.2. SEUILS DE MATÉRIALITÉ POUR LA SÉLECTION DES ENTREPRISES

Secteurs : Minier et pétrolier

Vu le nombre élevé d'entreprises et la diversité de leur taille, il apparaît nécessaire de déterminer les seuils de matérialité pour pouvoir identifier puis dissocier les entreprises qui ont effectué des paiements matériels des celles qui n'en ont pas fait dans l'objectif de définir le périmètre de télé déclaration et le périmètre de déclaration unilatérale. Ceci **permet également** de définir le périmètre de télé déclaration.

La méthodologie qui a conduit à la détermination du seuil de matérialité a consisté à :

- 1) regrouper par entreprises, toutes les recettes perçues par l'Etat ;
- 2) classer les entreprises par ordre décroissant de leurs paiements ;
- 3) effectuer le cumul des paiements des entreprises ; et
- 4) calculer le pourcentage cumulé permettant de couvrir le maximum des paiements effectués par les industries extractives.

Le résultat de ce traitement est donné à ***l'annexe 3***

CONSTATATIONS

- **482** entreprises minières et pétrolières ont effectué **des paiements de diverses importances** pour un montant total de **3 157 765 174,32 USD** constituant les 100% des recettes divulguées ;
- En considérant l'objectif d'un taux de couverture jugé raisonnable **de 99,50%**, **3 142 426 181,26 USD** sont déclarés au titre des recettes jusqu'au niveau du montant de **448 565, 87USD**, soit **0,0145%** de l'ensemble des recettes ;
- À ce niveau, **76** entreprises de diverses tailles ont effectué individuellement un paiement agrégé supérieur ou égal à **448 565,87 USD** arrondi à 500 KUSD.

RECOMMANDATIONS

- ✓ *Retenir le seuil de matérialité de 500 KUSD qui équivaut à 0,02% du total des recettes déclarées par les entités étatiques pour les deux secteurs ;*
- ✓ *Sélectionner dans le périmètre de télé déclaration, toute entreprise dont le total de paiement est supérieur ou égal à 500 KUSD. Sur cette base, 76 entreprises ont effectué des paiements matériels et seront sollicitées pour effectuer la télé déclaration*

I.3. SEUILS DE MATÉRIALITÉ POUR LA SÉLECTION DES ENTITÉS DE L'ETAT

Aucun seuil n'a été fixé pour les entités étatiques du niveau national. Étant habituées à la télé déclaration, elles seront sollicitées pour déclarer aussi bien unilatéralement qu'exhaustivement toutes les recettes perçues des Industries extractives.

Tenant compte des restrictions sanitaires et du coût de contact des entités provinciales, seules les directions des recettes provinciales ayant perçu des recettes relevant de l'Industrie pour un montant agrégé d'au-moins 500 KUSD seront sollicitées pour la télé déclaration.

2. Détermination du Référentiel

Le Référentiel a été déterminé sur une base multicritère tenant compte non seulement de la matérialité et de la spécificité de certains flux au secteur, mais aussi des informations particulières susceptibles d'intéresser le cadrage, qui sont tirées des exigences 2.6, 4.3, 4.4, 4.5, 5.2, 6.1 et 6.2 de la Norme.

Ainsi, le Référentiel inclut les catégories de flux ci-après :

- (1). Tous les flux prévus par l'Exigence 4.1.c ;
- (2). Les flux de droit commun, en tenant compte de la matérialité de **500 KUSD** ;
- (3). Les flux spécifiques sans considération de la matérialité ;
- (4). Tous les flux matériels relevant des dispositions de l'Exigence 4.4 ;
- (5). Tous les flux satisfaisant à la matérialité de 500KUSD contenus dans le rapport 2017 que l'Administrateur indépendant a recommandés d'inclure dans le rapport 2018 ;
- (6). Tous les autres flux déclarés unilatéralement par les entreprises et l'Etat, identifiés comme significatifs ou spécifiques par les rapports précédents ;
- (7). Les flux du référentiel 2017 pour lesquels aucun paiement n'a été recensé lors du cadrage 2018.

Seront également cernées par le rapport, les catégories de revenus et données contextuelles ci-après :

- i) Les fonds reçus et les fonds décaissés par **SICOMINES** dans le cadre de l'Investissement minier et la réalisation des infrastructures ;
- ii) Les transactions des EP sans l'application de la matérialité ;
- iii) Les transferts infranationaux sans l'application de la matérialité ;
- iv) Les dépenses sociales et environnementales ;
- v) Les dépenses quasi-budgétaires des EP sans l'application de la matérialité ;

Les informations contextuelles reprises à **l'annexe 1**

En définitive, sur base des critères de sélection énoncés ci-dessus, le référentiel global comprend 88 flux dont 45 sont applicables au secteur minier exclusivement, 23 au secteur pétrolier exclusivement et 20 aux deux secteurs à la fois. Ils sont présentés à **l'annexe 2**

Le « **Tableau de description des flux** »⁹ posté sur le site web de l'ITIE-RDC détaille chacun des flux du référentiel.

8 nouveaux flux repris ci-après intègrent le référentiel :

N°	Nom du Flux	Entité perceptrice	Critère d'intégration
1	Accords transactionnels	EP (GCM)	Matériel
2	Droits proportionnels sur augmentation du capital des sociétés	DGRAD	Matériel
3	Frais de dépôt des dossiers de demande des droits miniers	CAMI	Significatif et spécifique
4	Droits proportionnels pour approbation et enregistrement des actes administratifs	DGRAD	Significatif et spécifique
5	Frais d'instruction environnementale et sociale	CAMI	Significatif et spécifique
6	Taxe pour acquisition des titres immobiliers	DGRAD	Significatif
7	Taxe de 1% sur les produits de transaction des matières précieuses d'exploitation artisanale	DRP	Spécifique
8	Taxe de 1% sur la valeur réévaluée par le CEEC revenant à la Province	DRP	Spécifique

NOTES

- 1) L'IRL, flux du référentiel infranational 2017 n'a pas été sélectionné en 2018 du fait qu'il n'est pas matériel.
- 2) Quoique encaissées à différents niveaux comme le prévoit l'article 242 du Code Minier, les quotes-parts de la redevance minière perçues respectivement par le Trésor Public (50%), la Province (25%), l'ETD (15%) et la BCC (Min. Finances / Min. Mines) pour le FOMIN (10%) ne constituent pas des nouveaux flux à retenir dans le référentiel. Elles sont plutôt une modalité pratique de répartition de la **redevance minière**, flux retenu dans le référentiel. Il en est de même des droits superficiels annuels par carré⁴ qui sont actuellement partagés à parts égales entre le Trésor Public (50%) et le CAMI (50%). La déclaration de ces quotités s'effectuera par entreprise et par structure perceptrice. 4 formulaires de déclaration sont prévus pour capter la redevance minière suivant les différentes modalités de paiement : 1 pour DGRAD, 1 pour la province, 1 pour l'ETD et 1 pour la BCC.
- 3) Bien que significative, l'avance fiscale payée par la Gécamines et déclarée dans « Autres paiements » n'a pas intégré le référentiel comme un nouveau flux. Payée et déclarée aussi en 2016, l'Administrateur Indépendant du rapport de cet exercice avait recommandé de l'inclure dans le référentiel comme un nouveau flux à concilier. À la suite d'un débat lors de l'amélioration du Cadrage 2017, les parties prenantes ont convenu de ne pas l'intégrer dans le référentiel du fait qu'elle est à valoir sur différents flux déjà intégrés dans le référentiel. Toutefois, pour assurer la transparence et la traçabilité de ces paiements, elles ont recommandé au Secrétariat Technique d'approcher la GÉCAMINES et les entités de l'Etat impliquées afin de décrire le mécanisme de perception de ces avances, leur titrisation et leurs imputations. Ce qui fut fait dans le rapport contextuel 2017-2018. C'est ainsi que ces avances n'ont pas été considérées comme un nouveau flux à retenir dans le présent rapport. Néanmoins, tenant compte des observations de l'administrateur indépendant 2017, un suivi sera assuré auprès des parties (GÉCAMINES, BCC, ministère des Finances) en vue de capter le montant payé, encaissé, imputé, restant à couvrir et dans la mesure du possible, les pièces y afférentes.

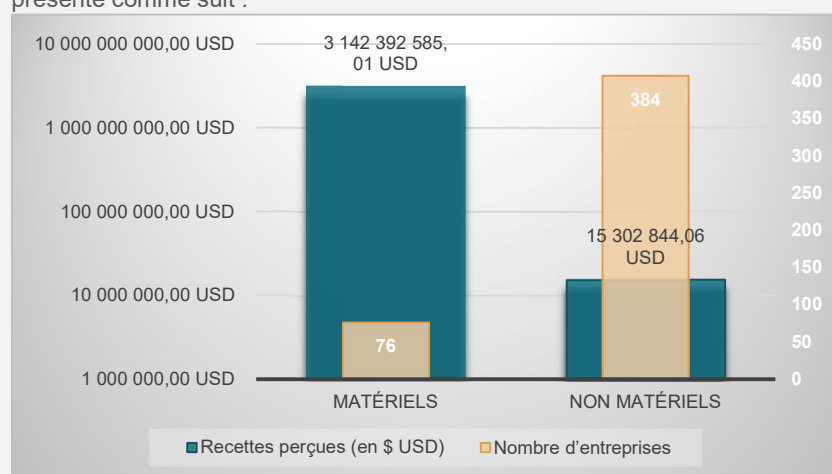
3. Détermination du périmètre des entreprises

Au regard du nombre élevé des entreprises et de la diversité de leur taille, la combinaison de deux critères (la matérialité et EP) a été nécessaire pour déterminer celles qui seront approchées pour télédéclarer les paiements effectués à l'Etat en 2018 et 2019.

1. Sélection sur base du critère de la matérialité

Sur base du seuil de matérialité fixé ci-dessus, 76 entreprises minières et pétrolières ont satisfait au seuil de matérialité de 500 KUSD et seront de ce fait sollicitées pour télédéclarer leurs paiements à l'Etat.

L'importance de ces entreprises dans l'ensemble des recettes perçues se présente comme suit :



La liste des entreprises ayant satisfait au critère de matérialité est reprise à l'annexe 3

Les paiements regroupés par palier des recettes déclarés se présentent comme suit :

Tranche de revenus	Recettes déclarées par tranche	Nombre d'entreprises	% par tranche	% Cumulé
>= 300MUSD et < 900MUSD	1 933 664 320,26	3	61,24	61,24
>= 50 MUSD et < 300 MUSD	515 107 524,32	8	16,31	77,55
>= 10 M USD et < 50MUSD	558 022 088,08	24	17,67	95,22
>= 1M USD et < 10 M USD	131 861 451,80	35	4,18	99,40
>= 0,45 M USD et <1 M USD	3 733 750,54	6	0,11	99,51
< 0,45 M USD	15 376 119,32	407	0,49	100,00
Total	3 157 765 174,32	483	100,00	

CONSTATATIONS

Sur le secteur pétrolier

- 1) Les paiements renseignés sont ceux reçus des seules entreprises opératrices en production ou en exploration. Aucun paiement de la part des entreprises concessionnaires⁵ n'a été enregistré comme ayant été encaissé par l'Etat ;
- 2) De l'exploitation de la lettre n° MIN-HYDR/SG/03/691/2019 du 28/10/2019 reçue du SGH⁶, il ressort que :

- i. Les opérations suivantes sont intervenues en 2017 et 2018 sur des droits pétroliers. Il s'agit de la cession des parts à Log Oil & Gas (dans le CPP Yema Matamba Makanzi) et de l'extension accordée à SEMLIKI (Bloc III du Graben albertine). Ledit document renseigne que ces opérations ne sont pas encore approuvées par Ordonnance Présidentielle. Les entités de l'Etat n'ayant renseigné aucune recette perçue de ces deux entreprises, seront sollicitées toutes fois pour une déclaration unilatérale d'éventuels paiements encaissés de ces entreprises ;
- ii. En 2017 et 2018, le Registre du SGH ne reprend pas EPPM, entreprise du périmètre ITIE-RDC 2017. En effet, selon le document précité, le cadre légal et fiscal régissant cette entreprise déroge au Code des Hydrocarbures en ce sens que ladite société est établie sur base d'un contrat de partenariat public et privé (alors que le Code des Hydrocarbures institue le CPP) et que sa fiscalité est fondée sur la transformation du méthane en électricité et non sur l'extraction de ce gaz comme le prévoirait un CPP classique. De ce fait, cette entreprise relève du ministère de l'Énergie. En effet, selon le contrat et le document cité ci-dessus, la constatation et la liquidation de la parafiscalité sont du ressort du ministère de l'Énergie et non des Hydrocarbures. En conséquence, **EPPM sort du périmètre ITIE.**

RECOMMANDATIONS

- ✓ En attendant la promulgation de l'Ordonnance approuvant respectivement la cession des droits pétroliers à Log Oil & Gas et l'extension à accorder à SEMLIKI, nous proposons de retenir ces deux entreprises dans le périmètre de déclaration unilatérale pour des possibles paiements qu'elles auraient effectués à l'Etat en 2018.
- ✓ Exclure EPPM du périmètre ITIE en attendant des informations plausibles qui pourraient justifier son intégration dans le processus de déclaration ITIE.

2. Sélection basée sur le critère « entreprise publique »

Toute entreprise publique n'ayant pas satisfait au critère de matérialité intègre le périmètre de télédéclaration, sans considération de sa taille. La liste de ces entreprises se présente comme suit :

N°	Nom de l'Entreprise publique	Sigle	Montant (USD)
1	La Société de Développement Minier et Industriel du Congo	SODIMICO	106 488,83
2	La Société Nationale des Hydrocarbures du Congo	SONAHYDROC	78 191,97
3	Société Commerciale la Minière de Kisenge Manganèse	SCMK-Mn	67 209,34
4	Société aurifère du Kivu et du Maniema	MIBA	36 825,85
5	La Minière de Bakwanga	SOKIMO	25 131,03
6	La Société Minière de Kilo-Moto	SAKIMA	24 676,07

Note :

Les entreprises en joint-venture n'ayant pas satisfait au critère de matérialité n'ont pas été sélectionnées dans le périmètre de télédéclaration, mais elles feront l'objet d'une déclaration unilatérale de l'Etat et des EP. Le total de leurs paiements s'élève à 1 151 252, 94 USD, soit 0.0004% du total de recettes. Les détails de ces paiements se présentent comme suit :

Nom de la Joint-Venture	EP partenaire	Montant (USD)
TANGANYIKA MINING COMPANY SPRL	COMINIÈRE	253 164,89
SEGMAL	COMINIÈRE	203 190,65
SOCIÉTÉ MOKU BEVERENDI	SOKIMO	168 148,08
SOCIÉTÉ D'EXPLOITATION DE SHAMITUMBA	GÉCAMINES	118 891,89
SWANMINES	GÉCAMINES	97 508,40
COMPAGNIE MINIÈRE DE TONDO	GÉCAMINES	93 284,21
SECAKAT	GÉCAMINES	81 253,80
UNITED COMINIÈRE	COMINIÈRE	46 690,05
KAMBOVE MINING SAS	GÉCAMINES	64 563,76
SOMIMI	COMINIÈRE	20 324,42
MANOMIN	COMINIÈRE	4 201,85
MURUMBI MINERAL	COMINIÈRE	30,94
SMDL*	MIBA	-
MDDK*	SCMK-Mn	-
MM Mining*	GÉCAMINES	-
SOCIÉTÉ MINIÈRE DE KOLWEZI*	GÉCAMINES	-
GOMA MINING*	GÉCAMINES	-
HONG KONG EXCELLENT*	GÉCAMINES	-
MIZAKO*	SOKIMO	-
COMFORCE*	COMINIÈRE	-

* Aucun paiement n'a été recensé pour ces entreprises.

Périmètre de télédéclaration

Tenant compte de ces deux critères, 82 entreprises sont retenues pour participer à la télédéclaration.

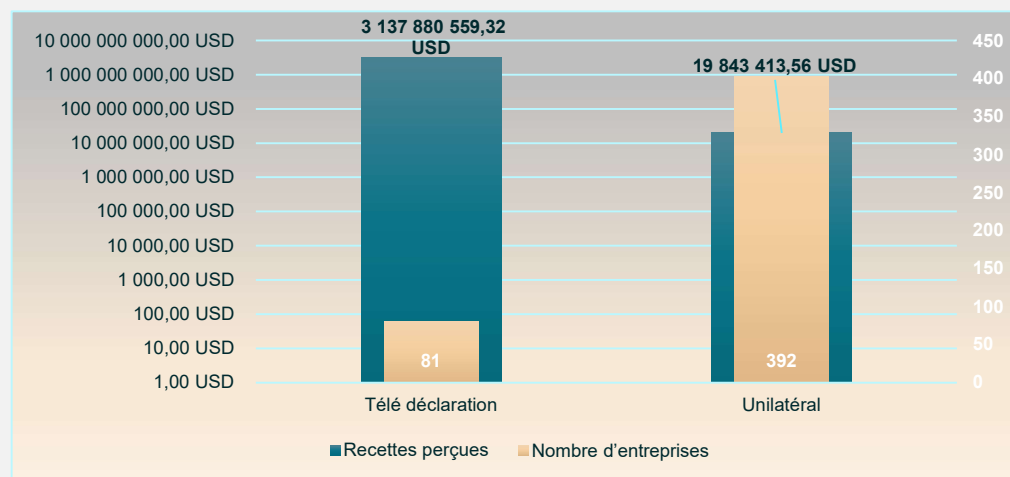
Observation :

Parmi ces 82 entreprises, figure la société **CABINDA GULF OİL LIMITED** qui a effectué un paiement matériel en 2018 de **4,849 MUSD** au titre de de frais de transit dans le cadre du **projet CRX**. N'ayant pas de siège ni de domicile en RDC, il sera difficile pour elle de participer à la télédéclaration. Pour cette

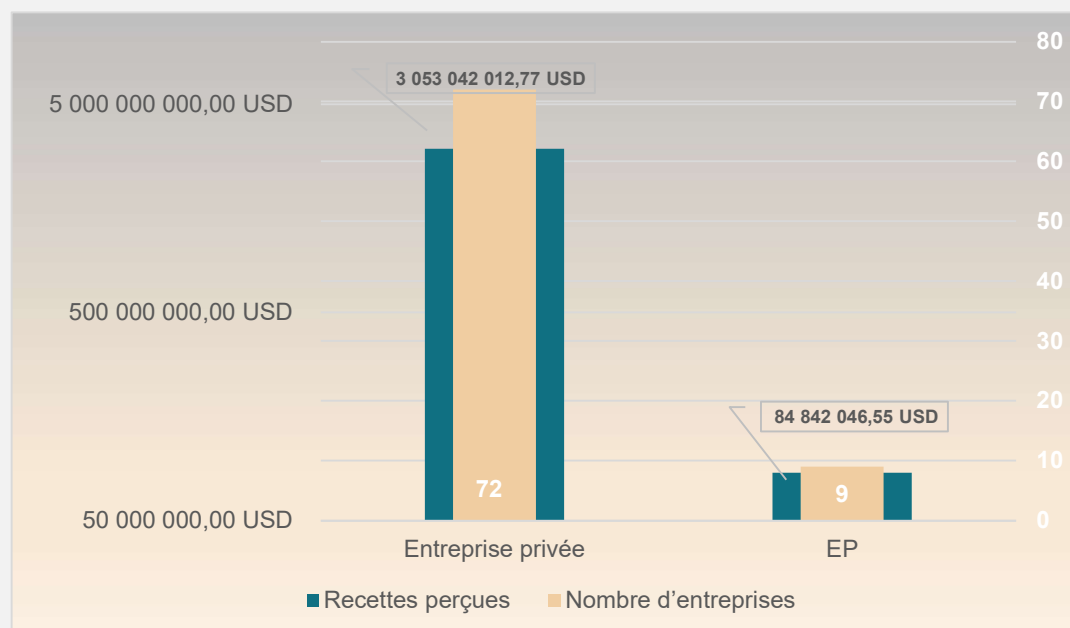
raison, elle est exclue du périmètre de télé déclaration mais elle intègre celui de déclaration unilatérale de l'Etat.

En conclusion, le périmètre de télédéclaration est constitué de **81 entreprises** minières et pétrolières.

La ventilation des recettes perçues par périmètre de déclaration se présente comme suit :



Les recettes ventilées par statut des entreprises du périmètre de télédéclaration figurent dans le tableau ci-dessous :



La liste des entreprises du périmètre de télédéclaration est reprise à **l'annexe 5** et celle des entreprises retenues pour une déclaration unilatérale de l'Etat à **l'annexe 6**.

4. Détermination du périmètre des entités de l'Etat

Tenant compte du référentiel et du périmètre des entreprises, les entités de l'Etat reprises à ***l'annexe 8*** ont été sélectionnées pour télédéclarer les recettes perçues des industries extractives.

OBSERVATIONS SUR LES DONNÉES INFRANATIONALES

- ✓ Toutes les 26 Provinces de la RDC ont été sollicitées pour communiquer les données sur les recettes perçues des entreprises extractives en 2018. Vingt-trois ont répondu et trois provinces suivantes n'ont pas fourni de réponses. Il s'agit de la Ville province de Kinshasa, Sankuru et Kwango. Toutefois, en se référant aux données recensées lors des cadrages 2015 et 2016, l'on remarque que ces trois provinces n'ont pas renseigné des recettes relevant du secteur extractif. Par conséquent, l'absence de leurs déclarations n'impacte en rien l'exhaustivité des données du présent rapport.
- ✓ Sur les vingt-trois provinces ayant répondu, vingt-une ont renseigné avoir perçu des recettes multisectorielles de diverses importances, tandis que deux ont indiqué n'avoir rien capté du fait de l'inexistence des industries extractives dans leurs juridictions. Il s'agit des provinces de la Mongala et Sud-Ubangi.
- ✓ Concernant les ETD, elles n'avaient pas été contactées lors du recensement des données ayant servi à l'élaboration du présent rapport. Néanmoins, elles feront l'objet d'une étude spécifique qui traitera de la répartition et la gestion de la redevance minière.

CONSTATATIONS

- ✓ En analysant la situation des vingt-une province et sur base de la matérialité il s'avère que :
 - Huit provinces ont perçu des recettes significatives. Il s'agit de : Lualaba, Haut-Katanga, Tanganyika, Sud-Kivu, Nord-Kivu, Maniema, Haut-Uélé et Kasai Oriental.
 - Deux provinces (Ituri et Lomami) ont renseigné des paiements non significatifs et n'ont pas précisé les noms des entreprises qui les ont effectués,
 - Onze provinces ont perçu des recettes relevant soit de l'artisanat minier, des carrières et des cimenteries, soit de la forêt. Il s'agit des provinces suivantes : Kasai Central, Bas-Uélé, Tshopo, Kongo Central, Kwilu, Mai-Ndombe, Équateur, Nord-Ubangi, Tshuapa, Haut-Lomami et le Kasai ;
- ✓ Le Ministère provincial des Finances du Nord-Kivu (qui comprend celui des mines) a renseigné une recette significative perçue des entités de traitement au titre de la « **contribution au développement de la province** »⁷. Cette recette est destinée aux localités affectées par l'exploitation. Ce flux infranational est reparti entre la province (27,8%) et les Entités territoriales (71,2%) où a lieu l'exploitation.

RECOMMANDATIONS

- ✓ Inclure dans le périmètre de télédéclaration les directions des recettes des provinces suivantes : Lualaba, Haut-Katanga, Tanganyika, Sud –Kivu, Nord –Kivu, Maniema, Haut –Uélé et Kasai Oriental.
- ✓ Inclure dans le périmètre de télédéclaration le ministère provincial des Finances du Nord-Kivu pour la perception et la gestion du flux matériel « Contribution au développement de la Province » ;
- ✓ Exclure du périmètre de télédéclaration les provinces qui ont perçu des recettes non significatives

Les paiements perçus et ventilés par entité provinciale sont présentés à ***l'annexe 9***.

5. Degré de désagrégation des données



Les données du rapport assoupli seront détaillées par entité perceptrice, par entreprise et par flux. Dans la mesure du possible, elles seront aussi ventilées par projet en tenant compte des conclusions contenues dans la synthèse de deux réunions de travail tenues par les parties prenantes en avril et mai 2019, respectivement à Lubumbashi et à Kinshasa¹⁰. Les paiements et les recettes seront présentés par date et par quittance/reçu ou autre pièce d'encaissement.

Les données des entreprises relevant du périmètre unilatéral déclarées par l'Etat seront désagrégées par flux et par entreprise.

6. Établissement des responsabilités dans la production du Rapport assoupli



Conformément au point II des termes de référence de l'élaboration du rapport assoupli, ce dernier sera produit par le Secrétariat Technique sous la supervision du Comité Exécutif.

7. Outils du Rapport assoupli

7.1. MÉCANISME DE FIABILISATION DES DONNÉES.

Le Comité Exécutif convient de reconduire le mécanisme de fiabilisation appliqué dans les rapports précédents, sans aucun allègement.

Par ailleurs, en prévision de certaines contraintes liées à la pandémie de Covid-19 dans l'application de ce mécanisme par certaines entreprises, **le Comité Exécutif se dit largement satisfait si le taux de couverture de la fiabilisation atteint est supérieur ou égal à 90% de l'ensemble des paiements effectués par les entreprises du périmètre de télédéclaration.**

Ainsi, le mécanisme convenu se présente comme suit :

1) Pour les données financières

Entreprises extractives

a. Pour les entreprises ayant l'obligation de désigner un Commissaire aux Comptes (CAC), le formulaire de déclaration doit :

- porter la signature d'un haut responsable ou d'une personne habilitée à engager l'entreprise et doit être accompagné des états financiers certifiés de l'entreprise pour l'année concernée ou de tout autre document signé par le Commissaire aux comptes attestant la certification des états financiers de l'année concernée ; **ou**
- porter la signature d'un haut responsable ou d'une personne habilitée à engager l'entreprise et être certifié par un auditeur externe (qui peut être le commissaire aux comptes).

b. Pour les entreprises n'ayant pas l'obligation de désigner un Commissaire aux Comptes conformément aux prescrits de l'OHADA, le formulaire de déclaration doit porter la signature d'un haut responsable ou d'une personne habilitée à engager l'entreprise.

Agences financières de l'Etat

Pour les Agences Financières de l'Etat, le formulaire de déclaration doit :

- porter la signature d'un haut responsable ou d'une personne habilitée à engager l'Agence financière ; et
- être certifié par l'Inspection Générale des Finances (IGF).

L'IGF devra en outre produire une note décrivant la méthodologie de travail utilisée pour la certification des déclarations ITIE des Agences financières.

Note :

- ✓ Les Entreprises publiques extractives devront, en plus de la procédure susmentionnée, publier leurs états financiers certifiés des années concernées suivant les modalités concomitantes de publication ci-après :
 - Publication sur le site internet des entreprises publiques extractives ;
 - Publication sur le site internet du Ministère du Portefeuille pour les entreprises publiques extractives n'ayant pas de site internet ;
 - Publication sur le site internet du Comité National de l'ITIE-RDC.
- ✓ L'IGF sera sollicité pour la certification des déclarations des entreprises publiques extractives n'ayant pas de commissaire aux comptes ou d'auditeur externe ayant exprimé la difficulté financière de faire auditer leurs comptes ou certifier leur formulaire synthèse de déclaration.
- ✓ Pour les besoins d'analyse, d'exhaustivité et de fiabilité des données, des explications supplémentaires seront demandées aux parties déclarantes pour tout écart de déclaration supérieur ou égal à **500 mille USD**.

2) Pour les données Contextuelles

Entreprises extractives

Les données contextuelles seront fiabilisées par la signature d'un haut responsable ou d'une personne habilitée à engager l'entreprise.

Dans tous les autres cas, les données contextuelles publiques seront fiabilisées par l'indication claire d'une source fiable, accessible et vérifiable.

Entités de l'Etat

Les données contextuelles seront fiabilisées par la signature d'un haut responsable de l'entité ou d'une personne habilitée à engager l'entité en question qui peut être un ministère, un service ou un organisme.

Dans tous les autres cas, les données contextuelles publiques seront fiabilisées par l'indication claire d'une source fiable, accessible et vérifiable.

7.2. PROGICIEL DE COLLECTE ET DE TRAITEMENT DE DONNÉES T/SL

La collecte et le traitement des données se feront dans le progiciel T/SL. Avec les accès au progiciel qu'elles auront reçus du ST, les parties déclarantes (entités de l'Etat et entreprises) devront y accéder, télécharger les formulaires de déclaration Excel, les remplir (offline) conformément aux consignes de remplissage et enfin les charger dans le progiciel après leur validation par le responsable.

Toutefois, pour compléter les données ci-dessus, certaines informations seront collectées soit à partir des sources publiques (sites web des parties déclarantes), soit directement auprès des parties déclarantes.

Annexes

- 1. Liste des Informations à divulguer**
- 2. Données de base pour déterminer le seuil et le référentiel des flux**
- 3. Données de base pour déterminer le seuil et le périmètre des entreprises et des entités de l'Etat**
- 4. Référentiel du Rapport assoupli**
- 5. Liste des entreprises du périmètre de télédéclaration**
- 6. Liste des entreprises du périmètre de déclaration unilatérale de l'Etat**
- 7. Liste de nouvelles entreprises du périmètre de télédéclaration**
- 8. Périmètre des entités de l'Etat**
- 9. Paiements infranationaux ventilés par province.**

Annexe I : Liste des Informations à divulguer

Type d'informations à divulguer par Exigence	Sources d'informations potentielles	Traitement et présentation des informations	Défis potentiels*
Cadre juridique et régime fiscal conformément à l'Exigence 2.1 de la Norme ITIE	Rapports ITIE précédents ; Code et Règlement miniers ; Code et Règlement des hydrocarbures ; Conventions pétrolières et les CPP ; Codes des Impôts et de douane ; Arrêtés et Circulaires d'allègements fiscaux pris par les Gouvernements central et provinciaux ; Primature, DGI, DGDA, DGRAD, DRP, Ministère des Finances, FEC et Chambre des Mines, CTR, COREF et COPIREP, pour les réformes.	Les informations collectées feront l'objet d'un succinct exposé narratif décrivant le cadre légal et le régime fiscal du secteur extractif, en ressortissant les réformes légales et réglementaires ainsi que les ajustements au régime fiscal opérés en réponse à la pandémie de Covid-19.	Accès aux données récentes (restriction des mouvements, absence de mise à jour des sites web, absence de site web et d'internet dans beaucoup de provinces, etc.)
Informations sur les procédures et pratiques en matière d'octroi de licences conformément à l'Exigence 2.2	CAMI, SGH, EP, Ministère du PF, Rapport Contextuel ITIE-RDC 2017-2018	Les procédures d'attribution et de transfert des licences, largement décrites dans le Rapport Contextuel ITIE-RDC 2017-2018, seront examinées ici dans leur application dans le contexte de la Covid-19. On pourra ainsi relever l'impact de la pandémie en rapport avec les : - nouvelles licences attribuées ou transférées ; - retards ou reports dans l'octroi des licences ; - nouvelles approches adoptées pour l'attribution de licences compte tenu des règles de distanciation sociale imposées.	Difficulté de rencontrer l'Exigence 2.2, faute d'une étude prévue dans le PTT visant à dresser l'état des lieux du respect des procédures d'octroi des droits miniers et pétroliers et de la tenue des registres afin de déceler tout écart non négligeable par rapport au cadre légal et réglementaire applicable et proposer des mesures correctives.
Informations sur les titulaires de licence conformément à l'Exigence 2.3	CAMI, SGH et Rapport Contextuel ITIE 2018	Un aperçu des Registres des titres miniers et pétroliers sera présenté dans le rapport avec indication des liens vers les sites où ils sont publiés et accessibles. Il sera aussi examiné le cas d'éventuelle suspension des licences ou des opérations compte tenu de la crise liée à la Covid-19.	Idem que ci-dessus
Toute information demandée par le Groupe multipartite sur les contrats conformément à l'Exigence 2.4	Min. PF, Mines et Hydro, EP, ITIE-RDC, Entreprises extractives, Codes et Règlements miniers et d'hydrocarbures, Rapport Contextuel ITIE-RDC 2017-2018	La politique et la pratique de publication des contrats seront exposées dans le rapport ainsi que les liens vers les endroits où ces contrats sont publiés et accessibles. Il sera aussi examiné le cas d'éventuels changements survenus dans la négociation de certains contrats/avenants ou révision du calendrier des travaux, s'il est annexé au contrat. Ces informations pourront être complétées par les conclusions des travaux d'étude sur la transparence des contrats à réaliser par un Consultant pour, notamment, dégager les éventuels écarts significatifs entre la politique en la matière et la pratique.	- Mobilisation des ressources nécessaires au financement de l'étude prévue. - Absence de mise à jour des sites web
Toute information sollicitée par le Groupe multipartite sur la propriété effective conformément à l'Exigence 2.5	Entreprises privées	Les informations sur la propriété effective seront collectées au moyen d'un formulaire, avec une explication sur l'état d'avancement de la publication du décret devant régir la divulgation des propriétaires effectifs.	Non publication du décret portant déclaration des propriétaires effectifs des industries extractives en RDC.

RAPPORT DE CADRAGE ITIE-RDC 2018, 2019 ET IER SEM. 2020

Par le Secrétariat Technique de l'ITIE-RDC

Type d'informations à divulguer par Exigence	Sources d'informations potentielles	Traitement et présentation des informations	Défis potentiels*
Informations relatives à la participation de l'État dans les industries extractives, aux paiements à destination et en provenance des entreprises publiques et à toute dépense quasi budgétaire conformément aux Exigences 2.6, 4.5 et 6.2 de la Norme ITIE	Ministère du PF, EP, Min. Mines, Min. Hydro., Min. Budget, Min. Finances, DGDP, BCC.	Les informations sur les Entreprises publiques seront analysées de manière à ressortir : - les changements intervenus dans la participation de l'État et dans les politiques relatives aux entreprises publiques ; - les éventuels paiements et transferts spécifiques des Entreprises publiques en lien avec la Covid-19 ; - toute modification des règles et pratiques en rapport avec la pandémie de la Covid-19 ; - les dépenses quasi budgétaires supplémentaires des entreprises d'État en réponse à la crise et à son impact. Ces informations seront complétées et approfondies par celles issues de la revue des états financiers en cours de réalisation par un consultant indépendant recruté à cet effet.	Accès aux données récentes (restriction des mouvements, absence de mise à jour des sites web)
Vue d'ensemble du secteur extractif, y compris toute activité d'exploration significative conformément à l'Exigence 3.1	CTCPM, SGH, CAMI, Direction de Géologie, Min. Mines, Min. des Hydro, Min. PF, Chambre des Mines.	Il sera envisagé ici la possibilité : - d'établir une note explicative relative à l'évolution du secteur et aux perspectives pour l'industrie compte tenu de la crise de la Covid-19 et de la chute des prix des matières premières. - de faire une description des effets de la crise et de la baisse des prix sur les prévisions d'exploration ou d'exploitation.	Accès aux données récentes
Données de production et d'exportation conformément aux Exigences 3.2 et 3.3	Entreprises-CTCPM-BCC-SGH-CAMI.	Les données de production et d'exportation seront collectées au moyen du T/SL ou directement auprès de certaines entités de l'Etat. Elles seront analysées de manière à saisir les effets de la crise de la Covid-19 sur les volumes de production et d'exportation projetés et réels, ventilés par produit, entreprise et projet.	Accès aux données récentes
Divulgaration unilatérale complète des taxes et des recettes se rapportant aux industries extractives, ventilées par projet, conformément aux Exigences 4.1 et 4.7	- Régies financières nationales & provinciales et autres Entités de l'Etat ; - Entreprises publiques et privées.	Sur base des informations financières collectées de manière unilatérale, il sera fait une analyse pour : - dégager les effets de la pandémie sur les taxes et les recettes (projetées et réalisées) provenant des industries extractives ; - estimer le manque à gagner fiscal dû aux allègements fiscaux qui ont été accordés ou sont envisagés pour le secteur en rapport avec la Covid-19.	• Accès aux données récentes. • Exhaustivité des données. Crainte de ne pas obtenir : - la déclaration des ETD de leur part de 15% de la redevance minière ; - la déclaration de nouvelles entreprises qui n'auront pas été sensibilisées sur l'ITIE et formées à la télédéclaration ; - la déclaration des Directions des recettes provinciales qui ont un problème d'Internet ; - la certification des déclarations des Directions des recettes provinciales par l'IGF.
Informations concernant la vente des parts de production de l'État ou d'autres revenus perçus en nature, conformément à l'Exigence 4.2	- CPP - EP - Entreprises privées - BCC - Rapports contextuels ITIE-RDC 2016, 2017 et 2018.	Le rapport fournira les informations sur la phase d'exécution des contrats de partage de production, notamment celui conclu entre la GECAMINES et Hong Kong Excellent.	RAS
Informations sur les dispositions en matière d'infrastructure et les accords de troc, conformément à l'Exigence 4.3	BCSPSC & ACGT, SICOMINES	- Les informations reçues du BCSPSC seront présentées sous forme des listes actualisées des travaux d'infrastructures convenues par les parties au Projet de Coopération ;	Faute d'une étude prévue à cet effet dans le PTT, difficulté de divulguer les informations supplémentaires sur le niveau

RAPPORT DE CADRAGE ITIE-RDC 2018, 2019 ET IER SEM. 2020

Par le Secrétariat Technique de l'ITIE-RDC

Type d'informations à divulguer par Exigence	Sources d'informations potentielles	Traitement et présentation des informations	Défis potentiels*
		- Avec les informations de l'ACGT, il sera donné un état d'avancement des projets d'infrastructures sous financement du programme sino-congolais exécutés en 2019, et si possible, au 1er semestre 2020. Vérifier aussi et dire si les accords n'ont pas été renégociés dans le cadre des mesures adoptées en lien avec la crise de la Covid-19. Un rapport thématique prévu sur le projet SICOMINES pourra apporter le plus d'informations possible sur la Convention sino-congolaise.	d'exécution du projet SICOMINES et du remboursement du prêt.
Informations sur les revenus liés au transport conformément à l'Exigence 4.4	- Ministère des hydrocarbures ; - DGRAD	Il sera collecté et divulgué les recettes de l'Etat provenant du transport du pétrole par la société angolaise CABINDA OIL GULF COMPANY. Des informations seront aussi fournies sur d'éventuelles : - modifications quant aux modalités de transport au vu de la crise de la Covid-19. - perspectives concernant le transport et les revenus, eu égard aux restrictions de mouvement liées à la pandémie.	RAS
Informations relatives aux paiements directs infranationaux conformément à l'Exigence 4.6	- Directions des recettes provinciales & autres entités ; - Entreprises publiques et privées	Il sera collecté et divulgué les informations sur les paiements et les recettes au niveau infranational en déterminant, si possible, l'impact de la pandémie de la Covid-19 sur les recettes des provinces.	• Accès aux données récentes. • Exhaustivité des données. Crainte de ne pas obtenir : - la déclaration des provinces et des ETD de leur part de 15% de la redevance minière ; - la déclaration de nouvelles entreprises qui n'auront pas été sensibilisées sur l'ITIE et formées à la télédéclaration ; - la déclaration des Directions des recettes provinciales qui ont un problème d'Internet.
Informations sur la redistribution des revenus provenant des industries extractives conformément à l'Exigence 5.1	Ministère du Budget	Les informations seront fournies sur l'éventuelle réaffectation budgétaire des recettes tirées de l'industrie extractive pour soutenir les mesures de lutte contre le Covid-19.	RAS
Informations sur les transferts infranationaux conformément à l'Exigence 5.2	Ministère des Finances, CTR, BCC, DGRAD, DRP & ETD ¹¹	- Le rapport fournira des informations sur la rétrocession des 10% des recettes pétrolières de catégorie B aux provinces productrices. - Concernant la redevance minière, un rapport thématique prévu à cet effet pourra apporter le plus d'informations quant aux pratiques dans sa répartition et sa gestion dans les différentes provinces.	Maintien des restrictions de mouvement
Toute information supplémentaire demandée par le Groupe multipartite sur la gestion des recettes et des dépenses conformément à l'Exigence 5.3	Ministère du Budget	Les informations collectées sur les procédures nationales relatives à l'élaboration du budget national et à son contrôle, sur le budget 2019, les dépenses effectuées en 2019, ainsi que sur la projection du cycle budgétaire pour les années à venir feront l'objet d'un exposé narratif.	RAS
Informations concernant les dépenses sociales et les paiements en matière environnementale conformément à l'Exigence 6.1	- Entreprises publiques et privées - CAMI, FNPSS, ACE et DPEM	Le rapport fournira les informations sur : - Les dépenses sociales et environnementales ;	Accès aux données récentes.

RAPPORT DE CADRAGE ITIE-RDC 2018, 2019 ET IER SEM. 2020

Par le Secrétariat Technique de l'ITIE-RDC

Type d'informations à divulguer par Exigence	Sources d'informations potentielles	Traitement et présentation des informations	Défis potentiels*
		- Toute réforme légale et contractuelle en matière de dépenses sociales liée à la Covid-19 ; - Les dépenses sociales allouées par les entreprises pour soutenir les mesures destinées à enrayer la pandémie dans les zones d'opération. - La révision des programmes de dépenses sociales des entreprises et les impacts possibles sur les gouvernements locaux et les communautés.	
Informations sur la contribution des industries extractives à l'économie conformément à l'Exigence 6.3	BCC – ONEM – Entreprises Min. Finances – Min. Budget	En plus des informations sur la contribution du secteur extractif au PIB, au budget de l'Etat, dans les exportations et les emplois, il sera évalué, si possible : - L'impact de la Covid-19 et de la baisse des prix des matières premières sur les exportations et l'emploi (y compris résultant des restrictions de mouvement et des quarantaines au niveau transfrontalier). - L'impact de la chute des prix des matières premières sur le secteur extractif et les perspectives économiques en général. - Certains aspects géographiques et l'impact de la crise sur la localisation des activités extractives.	Actualisation des informations
Toute information supplémentaire demandée par le Groupe multipartite sur l'impact environnemental des activités extractives conformément à l'Exigence 6.4	FNPS, ACE, CAMI et DPEM	Le rapport divulguera des informations sur la gestion et le suivi de l'impact environnemental des industries extractives (aperçu des dispositions légales, réglementaires, des normes administratives et des pratiques réelles liées à la gestion de l'environnement et au suivi des investissements extractifs).	RAS

* Stratégie globale pour faire face aux défis :

- **Pour la contrainte financière** : le CE va diversifier les sources de financement en sollicitant l'appui des PTF
- **Pour les restrictions de mouvements liées à la COVID** : le CE va recourir aux experts locaux à utiliser à court termes

Annexe 2 : Données de base pour déterminer le seuil et le référentiel des flux

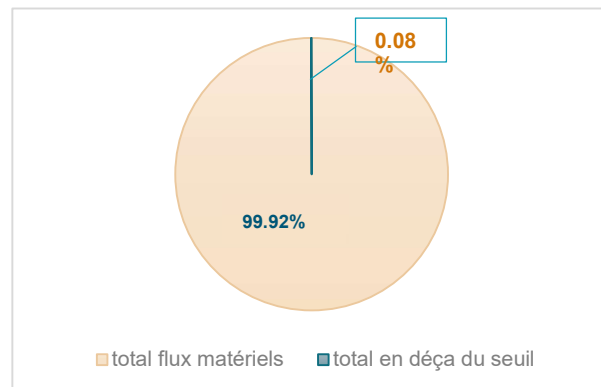
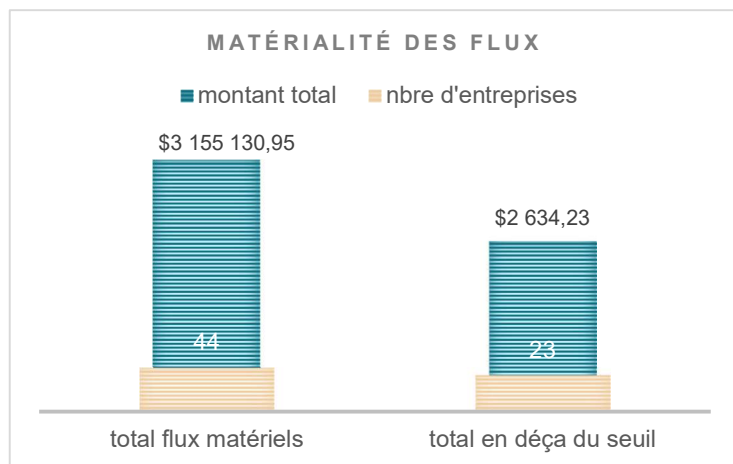
N	SECTEUR	FLUX	RECETTE	CUMUL RECETTES	POIDS/ FLUX	CUMUL POIDS
1	M,P	IBP	1 216 749 419,70	1 216 749 419,70	38,53%	38,53%
2	M	DTI	311 428 955,65	1 528 178 375,35	9,86%	48,39%
3	M	Quotité Redevance Minière revenant au Trésor	241 936 481,21	1 770 114 856,56	7,66%	56,06%
4	M,P	IPR-IER	211 435 415,89	1 981 550 272,46	6,70%	62,75%
5	M	DTE	206 750 560,39	2 188 300 832,85	6,55%	69,30%
6	M	ACCORDS TRANSACTIONNELS	201 000 000,00	2 389 300 832,85	6,37%	75,66%
7	M,P	AMR A	100 445 581,89	2 489 746 414,74	3,18%	78,85%
8	M	Taxe concentrés *	67 276 036,72	2 557 022 451,46	2,13%	80,98%
9	M	Quote-part de la Province sur la Redevance minière*	64 165 879,12	2 621 188 330,58	2,03%	83,01%
10	M	Impôt Mobilier	60 727 587,74	2 681 915 918,31	1,92%	84,93%
11	M	Taxe voiries et drainage*	58 587 226,78	2 740 503 145,09	1,86%	86,79%
12	M	Cession d'actifs	58 000 000,00	2 798 503 145,09	1,84%	88,62%
13	M	Droits Proportionnels sur augmentation du capital	57 524 810,59	2 856 027 955,68	1,82%	90,44%
14	P	Marges Distribuables	45 961 823,05	2 901 989 778,73	1,46%	91,90%
15	M	Pas de porte (EP)	42 649 135,00	2 944 638 913,73	1,35%	93,25%
16	M	Dividendes (EP)	36 151 669,70	2 980 790 583,43	1,14%	94,40%
17	M	Royalties (EP)	30 440 457,16	3 011 231 040,59	0,96%	95,36%
18	M,P	Royalties	28 618 930,14	3 039 849 970,73	0,91%	96,27%
19	M,P	AMR B	16 797 974,45	3 056 647 945,18	0,53%	96,80%
20	M	Taxes environnementales (Taxes rémunératoire annuelle/implantation/pollution)	16 523 843,98	3 073 171 789,16	0,52%	97,32%
21	P	Participation	12 329 712,91	3 085 501 502,07	0,39%	97,71%
22	M	Quotité droit superficière CAMI	10 901 602,33	3 096 403 104,40	0,35%	98,06%
23	M	LOYER/AMODIATION	8 896 906,60	3 105 300 011,00	0,28%	98,34%
24	P	Dividendes	7 510 834,32	3 112 810 845,32	0,24%	98,58%
25	M	IBP sur Prestations des personnes non-résidentes en RDC	7 181 559,10	3 119 992 404,42	0,23%	98,80%
26	M	Quotité Droits superficiaires revenant au Trésor	5 917 879,05	3 125 910 283,48	0,19%	98,99%
27	M	Impôt sur le Véhicule : Vignette & TCR*	4 915 548,55	3 130 825 832,03	0,16%	99,15%
28	P	Passage GAZODUC	4 849 527,43	3 135 675 359,46	0,15%	99,30%
29	M	Frais de dépôt des dossiers de demandes	2 446 072,48	3 138 121 431,94	0,08%	99,38%
30	M	Police des Mines et Hydrocarbures	2 280 702,86	3 140 402 134,80	0,07%	99,45%
31	M	Pénalité Trésor	1 910 221,38	3 142 312 356,18	0,06%	99,51%
32	M	Pénalités DGRAD	1 869 783,55	3 144 182 139,73	0,06%	99,57%
33	M	Titres immobiliers	1 472 394,96	3 145 654 534,69	0,05%	99,62%
34	M	Impôt sur la superficie des concessions Minières et des hydrocarbures*	1 424 595,65	3 147 079 130,34	0,05%	99,66%
35	M	Fonds pour le développement de la Province*	1 407 822,23	3 148 486 952,57	0,04%	99,71%
36	M,P	EFCB	1 073 433,34	3 149 560 385,90	0,03%	99,74%
37	M	Frais d'Instruction Environnementale	1 052 000,00	3 150 612 385,90	0,03%	99,77%
38	M	Taxe d'intérêt commun (ETD) *	989 519,00	3 151 601 904,90	0,03%	99,80%
39	M	Bonus de Signature	950 000,00	3 152 551 904,90	0,03%	99,83%
40	M	Quote-part sur les frais de contrôle de radioactivité*	788 860,00	3 153 340 764,90	0,02%	99,86%
41	P	Frais de Formation des Cadres Congolais	700 000,00	3 154 040 764,90	0,02%	99,88%
42	M	1% De la Valeur réévaluée par le CEEC Revenant à La province*	636 181,50	3 154 676 946,40	0,02%	99,90%
43	M	Frais Proportionnels pour Approbation et Enregistrement d'Actes Administratifs	454 000,00	3 155 130 946,40	0,01%	99,92%
44	M	Taxe d'extraction des matériaux de construction*	376 249,06	3 155 507 195,46	0,01%	99,93%
45	P	Banque des données	300 000,00	3 155 807 195,46	0,01%	99,94%
46	M	Frais administratif et de Confidentialité	250 000,00	3 156 057 195,46	0,01%	99,95%
47	M	Taxe de 1% sur les produits de transaction des matières précieuses d'exploitation artisanale*	246 533,00	3 156 303 728,46	0,01%	99,95%
48	M	Autorisation de transport de minerais (ATM) *	231 193,54	3 156 534 922,00	0,01%	99,96%
49	P	Effort à l'exploration	200 000,00	3 156 734 922,00	0,01%	99,97%
50	M	Indemnité Forfaitaire	165 500,00	3 156 900 422,00	0,01%	99,97%
51	P	Suivi environnemental et social	149 978,58	3 157 050 400,58	0,00%	99,98%
52	M	Frais de validation EIES	123 304,23	3 157 173 704,81	0,00%	99,98%
53	M	Redevance Annuelle	122 695,69	3 157 296 400,50	0,00%	99,99%
54	M	FRAIS D'OPTION	120 000,00	3 157 416 400,50	0,00%	99,99%
55	M	Taxe sur autorisation d'exploitation des eaux naturelles de surface ou souterraines*	112 363,80	3 157 528 764,30	0,00%	99,99%

RAPPORT DE CADRAGE ITIE-RDC 2018, 2019 ET IER SEM. 2020

Par le Secrétariat Technique de l'ITIE-RDC

N	SECTEUR	FLUX	RECETTE	CUMUL RECETTES	POIDS/ FLUX	CUMUL POIDS
56	M	Droits d'octroi des cartes des résidents pour étrangers*	86 726,25	3 157 615 490,55	0,00%	100,00%
57	M	Concentrés et Voiries*	58 921,19	3 157 674 411,74	0,00%	100,00%
58	M	Impôt sur le revenu locatif*	27 198,00	3 157 701 609,74	0,00%	100,00%
59	M	Frais de Bornage PE	21 300,00	3 157 722 909,74	0,00%	100,00%
60	M,P	IMPOT FONCIER*	13 997,53	3 157 736 907,27	0,00%	100,00%
61	P	Redevance Superficiare	13 597,51	3 157 750 504,78	0,00%	100,00%
62	M,P	Autorisation de Minage Temporaire*	9 550,00	3 157 760 054,78	0,00%	100,00%
63	M	TVC et EAD*	2 474,94	3 157 762 529,72	0,00%	100,00%
64	P	Contrôle Technique*	1 729,35	3 157 764 259,07	0,00%	100,00%
65	P	Retenue locative*	615,25	3 157 764 874,32	0,00%	100,00%
66	M	Taxe d'agrément annuel des groupements Ms*	300,00	3 157 765 174,32	0,00%	100,00%
			3 157 765 174,32			

* : Flux infranationaux



Annexe 3 : Données de base pour déterminer le seuil et le périmètre des entreprises et des entités de l'Etat

	SECTEUR	RAISON SOCIALE	RECETTE	CUMUL RECETTES	CUMUL EN %
1	MINIER	MUTANDA MINING SARL	879 534 076,52	879 534 076,52	27,85%
2	MINIER	TENKE FUNGURUME MINING S.A (Ex:TENKE FUNGURUME MINING)	643 606 797,06	1 523 140 873,57	48,23%
3	MINIER	KAMOTO COOPER COMPANY S.A	410 523 446,68	1 933 664 320,26	61,24%
4	MINIER	SOCIETE MINIERE DU KATANGA	82 635 939,23	2 016 300 259,49	63,85%
5	MINIER	LA GENERALE DES CARRIERES ET DES MINES (GECAMINES)	68 175 070,42	2 084 475 329,91	66,01%
6	MINIER	MMG KINSEVERE SARL	66 458 628,48	2 150 933 958,39	68,12%
7	MINIER	BOSS MINING SARL	63 011 007,84	2 213 944 966,23	70,11%
8	MINIER	COMPAGNIE MINIERE DE MUSONOIE GLOBAL (COMMUS)	60 416 676,02	2 274 361 642,25	72,02%
9	MINIER	CHEMICAL OF AFRICA	60 329 781,13	2 334 691 423,38	73,93%
10	MINIER	KIBALI GOLDMINES SA	57 184 159,49	2 391 875 582,87	75,75%
11	MINIER	FRONTIER SA	56 896 261,71	2 448 771 844,58	77,55%
12	PETROLIER	PERENCO REP SARL	45 125 325,26	2 493 897 169,84	78,98%
13	PETROLIER	MUANDA INTERNATIONAL OIL COMPANY	43 982 308,18	2 537 879 478,02	80,37%
14	MINIER	RUASHI MINING SAS	41 888 941,76	2 579 768 419,78	81,70%
15	MINIER	LA SINO-CONGOLAISE DES MINES SA	36 175 735,80	2 615 944 155,58	82,84%
16	PETROLIER	LIREX SARL	35 507 246,86	2 651 451 402,43	83,97%
17	MINIER	MINIERE DE KALUMBWE MYUNGA (MKM)	35 125 261,61	2 686 576 664,04	85,08%
18	MINIER	CONGO DONGFANG INTERNATIONAL MINING SARL	30 007 552,30	2 716 584 216,34	86,03%
19	MINIER	SHITURU MINING CORPORATION SAS	28 284 161,56	2 744 868 377,90	86,92%
20	PETROLIER	TEIKOKU OIL DRC	25 170 461,51	2 770 038 839,42	87,72%
21	MINIER	KINSEDA COPPER COMPANY SARL	22 560 376,47	2 792 599 215,89	88,44%
22	MINIER	COMPAGNIE MINIERE DE KAMBOVE SAS	22 439 168,93	2 815 038 384,82	89,15%
23	MINIER	COMPAGNIE MINIERE DE LUISHA SAS	20 268 507,12	2 835 306 891,94	89,79%
24	MINIER	CNMC HUACHIN MABENDE MINING SA	19 645 871,56	2 854 952 763,49	90,41%
25	MINIER	COMPAGNIE D'EXPLOITATION DES REJETS DE KINGAMYAMBO SARL (METALKOL)	19 563 766,96	2 874 516 530,45	91,03%
26	MINIER	LA MINIERE DE KASOMBO SAS	16 763 956,19	2 891 280 486,64	91,56%
27	MINIER	SOCIETE ANHUI CONGO d'INVEST.MIN/SACIM	15 877 408,52	2 907 157 895,16	92,06%
28	MINIER	METAL MINES SARL	15 446 952,20	2 922 604 847,36	92,55%
29	MINIER	SOCIETE D'EXPLOITATION DE KIPOI S.A	14 732 862,21	2 937 337 709,56	93,02%
30	MINIER	SOCIETE IMMOBILIERE DU CONGO (SIMCO)	13 226 423,01	2 950 564 132,57	93,44%
31	PETROLIER	PERENCO ODS LIMITED (EX. CHEVRON)	12 649 911,17	2 963 214 043,74	93,84%
32	MINIER	HUACHIN METAL LEACH S.A	12 435 960,22	2 975 650 003,96	94,23%
33	MINIER	TWANGIZA MINING S.A.R.L	10 614 891,69	2 986 264 895,66	94,57%
34	MINIER	SOCIETE D'EXPLOITATION DE MUSOSHI (SEM)	10 528 987,00	2 996 793 882,66	94,90%
35	MINIER	EVELYNE INVESTMENT	10 000 000,00	3 006 793 882,66	95,22%
36	MINIER	KAI PENG MINING	9 886 880,38	3 016 680 763,03	95,53%
37	MINIER	LUALABA COPPER SMELTER SAS	8 548 390,78	3 025 229 153,82	95,80%
38	MINIER	KIPUSHI CORPORATION SA	7 270 571,10	3 032 499 724,92	96,03%
39	MINIER	SOCIETE MINIERE DE DEZIWA SAS	7 205 624,72	3 039 705 349,64	96,26%
40	MINIER	KAMOA COPPER SA (ex: AFRICAN MINERALS(BARBADOS))	7 093 024,09	3 046 798 373,73	96,49%
41	MINIER	CONGO COBALT CORPORATION SARL	6 454 955,18	3 053 253 328,91	96,69%
42	MINIER	THOMAS MINING SARL	6 291 971,28	3 059 545 300,19	96,89%
43	MINIER	MACROLINK JIA YUAN MINING SARL	6 247 593,19	3 065 792 893,39	97,09%
44	MINIER	NAMOYA MINING SARL	5 817 172,88	3 071 610 066,27	97,27%
45	MINIER	TENGYUAN COBALT & COPPER RESOURCES LTD., CO. " TCC. SARL"	5 468 724,73	3 077 078 791,00	97,44%
46	MINIER	RUBAMIN SARL	5 467 027,26	3 082 545 818,26	97,62%
47	PETROLIER	CABINDA OIL	4 849 527,43	3 087 395 345,69	97,77%
48	MINIER	MINING PROGRESS COMPAGNY SARL (MPC)	4 824 764,07	3 092 220 109,76	97,92%
49	MINIER	CNMC CONGO COMPAGNIE MINIERE SARL(CNMC SARL)	4 425 309,53	3 096 645 419,29	98,06%
50	MINIER	GROUPEMENT POUR LE TRAITEMENT DU TERRIL DE LUBUMBASHI	4 393 375,99	3 101 038 795,28	98,20%
51	MINIER	ALPHAMIN BISIE MINING SA	3 940 756,94	3 104 979 552,21	98,33%

RAPPORT DE CADRAGE ITIE-RDC 2018, 2019 ET IER SEM. 2020

Par le Secrétariat Technique de l'ITIE-RDC

	SECTEUR	RAISON SOCIALE	RECETTE	CUMUL RECETTES	CUMUL EN %
52	MINIER	ANVIL MINING CONGO SARL	3 868 606,90	3 108 848 159,12	98,45%
53	MINIER	CHENGTON CONGO RESSOURCES SARL	3 040 305,29	3 111 888 464,41	98,55%
54	MINIER	MINING MINERAL RESSOURCE SARL	2 948 653,72	3 114 837 118,13	98,64%
55	MINIER	GOLDEN AFRICAN RESSOURCES SARL	2 724 797,18	3 117 561 915,31	98,73%
56	MINIER	LA CONGOLAISE DES MINES ET DE DEVELOPPEMENT SPRL	2 608 252,25	3 120 170 167,56	98,81%
57	MINIER	CONGO JINJUNCHENG MINING COMPANY	2 231 270,99	3 122 401 438,54	98,88%
58	MINIER	KISANFU MINING SPRL	1 564 641,12	3 123 966 079,66	98,93%
59	MINIER	OM METAL RESSOURCES SARL	1 411 127,60	3 125 377 207,26	98,97%
60	MINIER	RUBACO SARL	1 409 104,43	3 126 786 311,69	99,02%
61	MINIER	IVERLAND MINING CONGO SARL	1 405 713,73	3 128 192 025,42	99,06%
62	MINIER	GIRO GOLDFIELDS	1 339 381,46	3 129 531 406,88	99,11%
63	MINIER	CGM LISHI MINING SARL	1 259 843,86	3 130 791 250,73	99,15%
64	MINIER	DATHCOM MINING SAS	1 214 937,44	3 132 006 188,17	99,18%
65	MINIER	BANRO CONGO MINING	1 188 933,35	3 133 195 121,52	99,22%
66	MINIER	IRON MOUNTAIN ENTERPRISES SPRL	1 161 913,70	3 134 357 035,22	99,26%
67	MINIER	SOCIETE AMUR MUGOTE & FRERES	1 153 794,83	3 135 510 830,05	99,30%
68	MINIER	LA MINIERE DE KALUNKUNDI	1 130 053,90	3 136 640 883,95	99,33%
69	MINIER	BRAVURA CONGO	1 042 685,88	3 137 683 569,83	99,36%
70	MINIER	COOPERATIVE DES ARTISANAUX MINIER DU CONGO (CDMC)	1 012 360,88	3 138 695 930,71	99,40%
71	MINIER	MSAC SARL	806 882,78	3 139 502 813,48	99,42%
72	MINIER	SOCIETE MINIERE DE BISUNZU	805 568,40	3 140 308 381,89	99,45%
73	MINIER	METAL AND CHEMICAL (METACHEM)	611 201,33	3 140 919 583,21	99,47%
74	MINIER	SOCIETE DE TRAITEMENT DU TERRIL DE LUBUMBASHI	606 650,05	3 141 526 233,26	99,49%
75	MINIER	LUGUSHWA MINING S.A.R.L	454 882,12	3 141 981 115,38	99,50%
76	MINIER	LA CONGOLAISE D'EXPLOITATION MINIERE (COMINIERE)	448 565,87	3 142 429 681,26	99,51%
77	MINIER	KAMITUGA MINING	421 757,36	3 142 851 438,62	99,53%
78	MINIER	MONGBWALU GOLD MINES SA	374 023,26	3 143 225 461,88	99,54%
79	MINIER	IVANHOE MINES EXPLORATION DRC SARL	370 747,27	3 143 596 209,15	99,55%
80	MINIER	PHELPS DODGE CONGO SARL	359 584,73	3 143 955 793,88	99,56%
81	MINIER	SODIMIKA	356 368,00	3 144 312 161,88	99,57%
82	MINIER	JINXIN MINING SA	342 613,17	3 144 654 775,04	99,58%
83	MINIER	DIVINE LAND MINING SARL	315 618,49	3 144 970 393,53	99,59%
84	MINIER	AURUM SPRL	313 529,90	3 145 283 923,43	99,60%
85	MINIER	COMPAGNIE MINIERE DE LA LUKAYA SA	306 185,86	3 145 590 109,29	99,61%
86	MINIER	LONCOR RESSOURCES CONGO SPRL	298 651,81	3 145 888 761,10	99,62%
87	MINIER	CROWN - MINING SARL	296 063,42	3 146 184 824,52	99,63%
88	MINIER	LEREXCOM MINING SARL	294 034,57	3 146 478 859,09	99,64%
89	MINIER	KGL SOMITURI SPRL	283 493,39	3 146 762 352,47	99,65%
90	MINIER	LUALABA MINING RESSOURCES SAS	265 492,75	3 147 027 845,22	99,66%
91	MINIER	TANGANYIKA MINING COMPANY SPRL	253 164,89	3 147 281 010,11	99,67%
92	MINIER	COMPAGNIE MINIERE DE SAKANIA SARL	246 351,17	3 147 527 361,28	99,68%
93	MINIER	SASE MINING SARL	240 081,75	3 147 767 443,04	99,68%
94	MINIER	GLOBAL TRADING COMMODITIES	225 056,87	3 147 992 499,90	99,69%
95	MINIER	KATANGA METALS SARL	222 444,66	3 148 214 944,56	99,70%
96	MINIER	TSHISANGAMA SIMON MINING	206 088,68	3 148 421 033,24	99,70%
97	MINIER	YA FEI MINING SPRL	206 045,13	3 148 627 078,37	99,71%
98	MINIER	SEGMAL	203 190,68	3 148 830 269,05	99,72%
99	MINIER	RANDGOLD RESSOURCES SARL	201 000,15	3 149 031 269,20	99,72%
100	MINIER	LA MINIERE DE LA LUKUGA	199 091,64	3 149 230 360,84	99,73%
101	MINIER	SINO KATANGATIN	179 986,06	3 149 410 346,90	99,74%
102	MINIER	GLOBAL ENVIRONMENT AND SERVICES	173 150,80	3 149 583 497,70	99,74%
103	MINIER	SOCIETE MINIERE DE MOKU - BEVERENDI	168 148,08	3 149 751 645,78	99,75%
104	MINIER	AFRICAN ARCH	165 500,00	3 149 917 145,78	99,75%
105	MINIER	COPROCO GROUP SARL	163 901,76	3 150 081 047,54	99,76%
106	MINIER	E29 RESSOURCES	160 986,70	3 150 242 034,24	99,76%
107	MINIER	LONG FEI MINING	156 185,81	3 150 398 220,05	99,77%
108	PETROLIER	Total E&P RDC	152 354,94	3 150 550 574,99	99,77%
109	MINIER	MODERN MINING COMPANY SARL	150 000,00	3 150 700 574,99	99,78%

RAPPORT DE CADRAGE ITIE-RDC 2018, 2019 ET IER SEM. 2020

Par le Secrétariat Technique de l'ITIE-RDC

	SECTEUR	RAISON SOCIALE	RECETTE	CUMUL RECETTES	CUMUL EN %
110	MINIER	MUYA RESSOURCES SARLU	141 112,89	3 150 841 687,87	99,78%
111	MINIER	DFSA MINING CONGO (DMC)	140 000,00	3 150 981 687,87	99,79%
112	MINIER	SOCIETE D'EXPLOITATION DU GISEMENT DE SHAMITUMBA	137 584,55	3 151 119 272,42	99,79%
113	MINIER	KINSEVERE MINING RESSOURCES	136 270,61	3 151 255 543,03	99,79%
114	MINIER	LEDA MINING CONGO SARL	136 008,88	3 151 391 551,91	99,80%
115	MINIER	WILLEM MINERALS COMPAGNY "WMC"	123 528,25	3 151 515 080,16	99,80%
116	MINIER	SILVER BACK RESSOURCES SARL (SBR SARL)	123 163,85	3 151 638 244,01	99,81%
117	MINIER	LOTUS MINING Sarl	120 428,73	3 151 758 672,74	99,81%
118	MINIER	BLUEFIN CONGO SARLU	120 000,00	3 151 878 672,74	99,81%
119	MINIER	MINERAL DEVELOPMENT INVESTMENTS Sarl	110 066,11	3 151 988 738,85	99,82%
120	MINIER	FRASER ALEXANDER DRC SARL	104 810,71	3 152 093 549,56	99,82%
121	MINIER	SOCIETE GENERALE DE COMMERCE SARL (SOGECOM)	100 766,00	3 152 194 315,56	99,82%
122	MINIER	AL MADAR	100 000,00	3 152 294 315,56	99,83%
123	MINIER	CJIX SARL	100 000,00	3 152 394 315,56	99,83%
124	MINIER	SWANMINES	97 723,40	3 152 492 038,96	99,83%
125	MINIER	CONGO INTERNATIONAL MINING CORPORATION SPRL	97 549,58	3 152 589 588,54	99,84%
126	MINIER	HUACHIN MINING SPRL	96 040,00	3 152 685 628,54	99,84%
127	MINIER	COMPAGNIE MINIERE DE TONDO	93 455,14	3 152 779 083,69	99,84%
128	MINIER	INTERLAC SARL	90 187,10	3 152 869 270,79	99,84%
129	MINIER	MABENDE MINING SARL	90 182,39	3 152 959 453,17	99,85%
130	MINIER	INTERFACE INNOVATION SARL	90 103,48	3 153 049 556,65	99,85%
131	MINIER	FMR DEVELOPMENT SARL	87 809,99	3 153 137 366,64	99,85%
132	MINIER	XING DA MINING SARL	85 184,95	3 153 222 551,59	99,86%
133	MINIER	OPERAT ITURI	82 051,71	3 153 304 603,30	99,86%
134	MINIER	SODIFOR EXPLORATION SARL	82 045,44	3 153 386 648,73	99,86%
135	MINIER	LIBERTY MINING AND INVESTMENT SARL	81 626,19	3 153 468 274,92	99,86%
136	MINIER	LIBELA SARL	81 605,90	3 153 549 880,83	99,87%
137	MINIER	SECAKAT	81 253,79	3 153 631 134,62	99,87%
138	MINIER	UNITED COMINIERS SAS	79 992,43	3 153 711 127,05	99,87%
139	MINIER	NGONDO MINING SARL	71 147,40	3 153 782 274,45	99,87%
140	MINIER	CONGO MINERALS AND METALS (CMM)	70 639,69	3 153 852 914,13	99,88%
141	MINIER	REGAL SK SPRL	65 525,26	3 153 918 439,39	99,88%
142	MINIER	KAMBOVE MINING SAS	64 563,76	3 153 983 003,16	99,88%
143	MINIER	Ets RICA	63 624,36	3 154 046 627,52	99,88%
144	MINIER	AGORA METALS SPRL	60 152,96	3 154 106 780,48	99,88%
145	MINIER	XIN HAO MINING Sarl	59 593,14	3 154 166 373,62	99,89%
146	MINIER	SEMHKAT	58 317,31	3 154 224 690,93	99,89%
147	MINIER	WB KASAI INVESTMENT CONGO SPRL (ZIKAR GHAMDOUR SPRL)	57 880,24	3 154 282 571,17	99,89%
148	MINIER	KATANGA EXPLORATION COMPANY Sarl	57 572,25	3 154 340 143,42	99,89%
149	MINIER	SOCOMEX	54 265,68	3 154 394 409,10	99,89%
150	MINIER	MINOCOM MINING	54 234,28	3 154 448 643,38	99,89%
151	MINIER	MCC RESSOURCES SARL	51 667,00	3 154 500 310,38	99,90%
152	MINIER	HUACHIN SPRL	50 307,96	3 154 550 618,33	99,90%
153	MINIER	KANUKA MINING COMPANY SARL	50 087,64	3 154 600 705,97	99,90%
154	MINIER	STONE MINING COMPANY	50 000,00	3 154 650 705,97	99,90%
155	MINIER	EXCELLENT MINERALS SARL	47 500,00	3 154 698 205,97	99,90%
156	MINIER	MANKUMBWA YASUPA GODEFROID	47 117,40	3 154 745 323,37	99,90%
157	MINIER	GOLDEN CONSTRUCTION Sari	45 000,00	3 154 790 323,37	99,91%
158	MINIER	SOCIETE WEST RIVER SARL	44 000,00	3 154 834 323,37	99,91%
159	MINIER	COMMIR	43 037,50	3 154 877 360,87	99,91%
160	MINIER	BASMA RABAB	42 778,56	3 154 920 139,43	99,91%
161	MINIER	KISENGO MINING SPRL	42 713,85	3 154 962 853,28	99,91%
162	MINIER	BAKALIKIRA NGUMA DIEUDONNE SARL	42 121,51	3 155 004 974,78	99,91%
163	MINIER	LMTD	42 119,00	3 155 047 093,78	99,91%
164	MINIER	BLUE STAR MINERALS SARL	39 923,74	3 155 087 017,52	99,92%
165	MINIER	LA MINIERE DU CONGO_MINICO	38 036,78	3 155 125 054,30	99,92%
166	MINIER	GROUPE NEUF COMPANY SARL	35 793,79	3 155 160 848,10	99,92%
167	MINIER	GEM DIAMOND LONGATSHIMO MINING COMPANIE	34 627,58	3 155 195 475,68	99,92%

RAPPORT DE CADRAGE ITIE-RDC 2018, 2019 ET IER SEM. 2020

Par le Secrétariat Technique de l'ITIE-RDC

	SECTEUR	RAISON SOCIALE	RECETTE	CUMUL RECETTES	CUMUL EN %
168	MINIER	RASH ET RASH SARL	34 528,74	3 155 230 004,42	99,92%
170	MINIER	UNITED COMMERCIAL METAL SYSTEMS Sarl	31 088,06	3 155 294 231,07	99,92%
171	MINIER	HUAYING TRADING COMPANY SARL	31 002,00	3 155 325 233,07	99,92%
172	MINIER	GICC SPRL	30 876,22	3 155 356 109,29	99,92%
173	MINIER	LA MINIERE DU CONGO_MDC	29 911,00	3 155 386 020,29	99,92%
174	MINIER	SOCIETE SR TANMIN SARL	29 561,84	3 155 415 582,13	99,93%
175	MINIER	SPILL CONGO SARL	29 540,98	3 155 445 123,11	99,93%
176	MINIER	MAADINI M	29 470,89	3 155 474 594,00	99,93%
177	MINIER	DA FEI MINNIG	29 271,68	3 155 503 865,68	99,93%
178	MINIER	BANKERS COBALT MINING SASU " BCM SASU"	28 858,67	3 155 532 724,35	99,93%
179	MINIER	KATANGA TECHNIQUE TRADING	27 097,21	3 155 559 821,56	99,93%
180	MINIER	AGRO-PASTORALE ET MINIERE DU KIVU Sarl	26 513,36	3 155 586 334,92	99,93%
181	MINIER	OLYMPIC EXPLORATION DRC SARL	26 316,43	3 155 612 651,35	99,93%
182	MINIER	DIVISHO SARL	26 202,09	3 155 638 853,45	99,93%
183	MINIER	BRITCON COMPANY SARL	25 638,01	3 155 664 491,45	99,93%
184	MINIER	COEXCO CONGO	25 249,60	3 155 689 741,05	99,93%
185	MINIER	CONGO BANTU MINING SARL	25 201,42	3 155 714 942,47	99,94%
186	MINIER	DORCAS	25 000,00	3 155 739 942,47	99,94%
187	MINIER	WESD CAPITAL P/C ZEIDCORE	25 000,00	3 155 764 942,47	99,94%
188	MINIER	TSHIZAINGA Jean-Marie	24 960,05	3 155 789 902,52	99,94%
189	MINIER	FLORENCE KALUMBU MWADI	24 138,20	3 155 814 040,72	99,94%
190	MINIER	TAVIR INDUSTRIES SARL	23 902,32	3 155 837 943,04	99,94%
191	MINIER	CODEMA SARL	23 687,22	3 155 861 630,26	99,94%
192	PETROLIER	OIL OF DR CONGO SPRL	23 546,44	3 155 885 176,71	99,94%
193	MINIER	FORTUNE CONSTRUCTION CONGO Sarl	23 260,24	3 155 908 436,94	99,94%
194	MINIER	TUMALEO MWANGE SOPHIE	22 885,77	3 155 931 322,71	99,94%
195	MINIER	KALONGWE MINING SA	22 866,05	3 155 954 188,76	99,94%
196	MINIER	COMPAGNIE MINIERE DE DILALA SARL	22 521,96	3 155 976 710,72	99,94%
197	MINIER	G12 ENTREPRISE SARL	22 000,00	3 155 998 710,72	99,94%
198	MINIER	MTC SARL	22 000,00	3 156 020 710,72	99,94%
199	MINIER	AGAPAO GLOBAL BUSINESS Sarl	21 565,43	3 156 042 276,15	99,95%
200	MINIER	SOCIETE MINIERE DE LUBUTU	21 202,56	3 156 063 478,71	99,95%
201	MINIER	MASSA	21 000,00	3 156 084 478,71	99,95%
202	MINIER	DEVON RESSOURCES	20 610,75	3 156 105 089,46	99,95%
203	MINIER	MINIERE DE MITWABA Sprl	20 224,42	3 156 125 313,88	99,95%
204	MINIER	AFRIMINES RESSOURCES	19 587,66	3 156 144 901,55	99,95%
205	MINIER	FORCE COMODITIS	19 140,63	3 156 164 042,18	99,95%
206	MINIER	TRANSVALE MINING SARL	18 883,11	3 156 182 925,29	99,95%
207	MINIER	CONGO JIA XIN SARL CJX/SARL CJX	18 866,86	3 156 201 792,15	99,95%
208	MINIER	KADI INTERNATIONAL SPRL	18 848,00	3 156 220 640,15	99,95%
209	MINIER	EQUITY MANAGEMENT SPRL	17 873,02	3 156 238 513,17	99,95%
210	MINIER	Societe d'Exploration Miniere de Haut Katanga	17 734,44	3 156 256 247,61	99,95%
211	MINIER	TERRA KARRA (STK)	17 566,56	3 156 273 814,17	99,95%
212	MINIER	TANTALE MINING KATANGA SPRL	17 324,44	3 156 291 138,60	99,95%
213	MINIER	MAANYAA SARL	17 196,00	3 156 308 334,60	99,95%
214	MINIER	CHEKINA SARL	17 164,09	3 156 325 498,69	99,95%
215	MINIER	GREEN MINING Sarl	17 001,45	3 156 342 500,14	99,95%
216	MINIER	JEHOVAH JIREH ADO SPRL	16 968,75	3 156 359 468,89	99,96%
217	MINIER	ROCBELT CONGO SARL	16 810,36	3 156 376 279,25	99,96%
218	MINIER	BROTHER MINING SASU	16 720,82	3 156 393 000,07	99,96%
219	MINIER	SINOMINE DRC RESSOURCES EXPLORATION SARL SDRE	16 629,40	3 156 409 629,47	99,96%
220	MINIER	EDWALL ENTERPRISES SARL	16 500,00	3 156 426 129,47	99,96%
221	MINIER	MAGHARIBI	16 500,00	3 156 442 629,47	99,96%
222	MINIER	SURYA MINES SARL	48 011,53	3 156 490 641,01	99,96%
223	MINIER	REGAL RESSOURCES	16 500,00	3 156 507 141,01	99,96%
224	MINIER	LUFIRA MINING SARL	16 333,27	3 156 523 474,27	99,96%
225	MINIER	SODIFOR SARL	15 848,59	3 156 539 322,86	99,96%
226	MINIER	SOCIETE OLIVE SPRL / BUKAVU	15 603,90	3 156 554 926,77	99,96%

RAPPORT DE CADRAGE ITIE-RDC 2018, 2019 ET IER SEM. 2020

Par le Secrétariat Technique de l'ITIE-RDC

	SECTEUR	RAISON SOCIALE	RECETTE	CUMUL RECETTES	CUMUL EN %
227	MINIER	LWELA NDEMBE KADEFU FRANCOIS	15 409,61	3 156 570 336,38	99,96%
228	MINIER	NSHAMAMBA BISIMWA "ETS NAMUKAYA"	15 000,00	3 156 585 336,38	99,96%
229	MINIER	TANTALE ET NOBIUM DU TANGANIKI SPRL	14 632,54	3 156 599 968,92	99,96%
230	MINIER	PROMOTION DES MINES AU CONGO SARL	14 310,64	3 156 614 279,56	99,96%
231	MINIER	LETA MBAVU CLEMENT	14 289,37	3 156 628 568,94	99,96%
232	MINIER	SOGEMICA Sarl	14 083,00	3 156 642 651,94	99,96%
233	MINIER	CHADILA SARL	14 000,55	3 156 656 652,48	99,96%
234	MINIER	CGG	14 000,00	3 156 670 652,48	99,97%
235	MINIER	LIMA SARL	13 732,27	3 156 684 384,76	99,97%
236	MINIER	LHOIST RDC SARL	13 322,79	3 156 697 707,55	99,97%
237	MINIER	MBAKA KAWAYA SWANA AMBROISE	13 146,34	3 156 710 853,89	99,97%
238	MINIER	KABONGO NGOY FREDERIC	13 047,61	3 156 723 901,50	99,97%
239	MINIER	MANGO TREE	12 175,53	3 156 736 077,02	99,97%
240	MINIER	MC TWIGA INDUSTRIES SARL	12 000,00	3 156 748 077,02	99,97%
241	MINIER	LOMAMI RESSOURCES	11 500,00	3 156 759 577,02	99,97%
242	MINIER	LUKUTWE SAS	11 190,97	3 156 770 767,99	99,97%
243	MINIER	KAMPANGWE M KALOMWA ALBERT	11 092,66	3 156 781 860,65	99,97%
244	MINIER	BLAZE MET	11 000,00	3 156 792 860,65	99,97%
245	MINIER	CONGO HOLDING SARL (PR 13932 AECF)	11 000,00	3 156 803 860,65	99,97%
246	MINIER	TIRAN MINING Sprl	10 870,22	3 156 814 730,87	99,97%
247	MINIER	KALIKA MINING SARL	10 803,04	3 156 825 533,91	99,97%
248	MINIER	SOD	10 561,00	3 156 836 094,91	99,97%
249	MINIER	COMISERV SARIU	10 500,00	3 156 846 594,91	99,97%
250	MINIER	EGO INVESTMENT Sarl	10 500,00	3 156 857 094,91	99,97%
251	MINIER	LUALABA	10 500,00	3 156 867 594,91	99,97%
252	MINIER	STE MINIERE KA	10 500,00	3 156 878 094,91	99,97%
253	MINIER	LUENDU KADUNYI SACOR	10 333,68	3 156 888 428,59	99,97%
254	MINIER	SOCIETE INDUSTRIE MINIERE XINYUAN DE TONGLIAO	10 215,10	3 156 898 643,69	99,97%
255	MINIER	CONGO NEW MINING	10 000,00	3 156 908 643,69	99,97%
256	MINIER	SABWE MINING SARL	9 890,82	3 156 918 534,51	99,97%
257	MINIER	INTERNATIONAL CHINA AFRICA MINING GROUP (ICAM SPRL)	9 760,98	3 156 928 295,49	99,97%
258	MINIER	GOLD MINING CORPORATION-NEPOKO	9 656,87	3 156 937 952,36	99,97%
259	MINIER	LUNGA MINING SPRL	9 342,64	3 156 947 294,99	99,97%
260	MINIER	KIMIA MINING INVESTMENT SARL	9 223,38	3 156 956 518,38	99,97%
261	MINIER	LUALABA CONSTRUCTION SARL	9 111,85	3 156 965 630,23	99,97%
262	MINIER	LA PATIENCE	9 033,73	3 156 974 663,96	99,97%
263	MINIER	ALPHAMIN RESOURCES CONGO Sarl	8 555,70	3 156 983 219,66	99,98%
264	MINIER	PEVELE Sarl	8 506,55	3 156 991 726,21	99,98%
265	MINIER	CONGO SILVER AGE SCI ET TECH COBALT SARL	8 299,03	3 157 000 025,24	99,98%
266	MINIER	DUNIA BAKARANI FAUSTIN	8 041,68	3 157 008 066,92	99,98%
267	MINIER	KIVU MINERALS SARL	8 004,96	3 157 016 071,88	99,98%
268	MINIER	NEW SUBIRA CONFORT SARL	8 000,58	3 157 024 072,46	99,98%
269	MINIER	GLOBAL TRADING SERVICES & CONSULTING	7 873,35	3 157 031 945,80	99,98%
270	MINIER	INTERMINES SPRL	7 721,22	3 157 039 667,02	99,98%
271	MINIER	KASAI SUD DIAMANT	7 656,48	3 157 047 323,50	99,98%
272	MINIER	MINALEX SARL	7 557,76	3 157 054 881,26	99,98%
273	MINIER	GLS SARL	7 500,00	3 157 062 381,26	99,98%
274	MINIER	TALVO SARL	7 362,00	3 157 069 743,26	99,98%
275	MINIER	BELAIR MANIEMA Sarl	7 360,98	3 157 077 104,24	99,98%
276	MINIER	FIRST MINING COMPANY	7 346,93	3 157 084 451,18	99,98%
277	MINIER	ZHENGWEI TECHNIQUE COOPERATION SARL	7 277,11	3 157 091 728,29	99,98%
278	MINIER	WALNI MINERAL COMPANY SARL (WAMICO)	7 203,16	3 157 098 931,45	99,98%
279	MINIER	CONSTRUCTION AND MINING SERVICES Sarl	7 146,51	3 157 106 077,96	99,98%
280	MINIER	KATANGA MEGA MINING SPRL	7 108,99	3 157 113 186,95	99,98%
281	MINIER	KAMBA MUZENGA JOHN	7 085,08	3 157 120 272,03	99,98%
282	MINIER	COOPERATIVE MINIERE ET AGRICOLE DU LUALABA	7 000,00	3 157 127 272,03	99,98%
283	MINIER	NIANGARA GOLDM	7 000,00	3 157 134 272,03	99,98%
284	MINIER	SOGECAS	7 000,00	3 157 141 272,03	99,98%

RAPPORT DE CADRAGE ITIE-RDC 2018, 2019 ET IER SEM. 2020

Par le Secrétariat Technique de l'ITIE-RDC

	SECTEUR	RAISON SOCIALE	RECETTE	CUMUL RECETTES	CUMUL EN %
285	MINIER	SOGEWYZ SARL	6 937,98	3 157 148 210,01	99,98%
286	MINIER	MINESTONE	6 936,68	3 157 155 146,69	99,98%
287	MINIER	MIKUBA MINING	6 610,12	3 157 161 756,81	99,98%
288	MINIER	LUAMBO MINING SPRL	6 474,52	3 157 168 231,33	99,98%
289	MINIER	BELAIR AFRICAN METAL SARL MANIEMA	6 390,73	3 157 174 622,06	99,98%
290	MINIER	ETABLISSEMENTS EMERGING SERVICES EMERS	6 000,00	3 157 180 622,06	99,98%
291	MINIER	HOPE MINING	5 937,84	3 157 186 559,90	99,98%
292	MINIER	PARAGON MINING SARL	5 923,35	3 157 192 483,25	99,98%
293	MINIER	LUISHA MINING ENTERPRISES SARL LME NIL	5 890,00	3 157 198 373,25	99,98%
294	MINIER	PYRAMIDE COPPER Sari	5 644,00	3 157 204 017,25	99,98%
295	MINIER	JARVIS GONGO SA	5 500,00	3 157 209 517,25	99,98%
296	MINIER	LYSE INTER	5 500,00	3 157 215 017,25	99,98%
297	MINIER	ODIA KANYINDA	5 500,00	3 157 220 517,25	99,98%
298	MINIER	SCGKD	5 500,00	3 157 226 017,25	99,98%
299	MINIER	SOCIETE CHINOISE POUR LE DEVELOPPEMENT DU CONGO SARL	5 500,00	3 157 231 517,25	99,98%
300	MINIER	JIN JU CHENG MINING COMPANY	5 483,53	3 157 237 000,77	99,98%
301	MINIER	COEXCO CONGO SPRL	5 416,74	3 157 242 417,51	99,98%
302	MINIER	PIMA MINING	5 403,45	3 157 247 820,96	99,98%
303	MINIER	SOCIETE LOTUS MINING	5 039,54	3 157 252 860,50	99,98%
304	MINIER	AGENCE DE SERVICE COMMERCE & TRANSIT Sari	5 006,53	3 157 257 867,03	99,98%
305	MINIER	KING LUBA SARL	4 527,50	3 157 262 394,53	99,98%
306	MINIER	COMPAGNIE MINIERE DE DEZIWA SAS	4 417,20	3 157 266 811,73	99,98%
307	MINIER	KABWE SABWA HERIBERT	4 404,90	3 157 271 216,63	99,98%
308	MINIER	KANSONGA MINING	4 301,64	3 157 275 518,27	99,98%
309	MINIER	NDOBO MWAMBY Jean-Pierre	4 294,36	3 157 279 812,63	99,98%
310	MINIER	BMK CONSTRUCTION SARL	4 208,36	3 157 284 020,99	99,98%
311	MINIER	KASIMU LUWANDA NENGA	4 204,85	3 157 288 225,84	99,98%
312	MINIER	MANONO MINERALS SARL	4 201,84	3 157 292 427,69	99,99%
313	MINIER	ETS KABONGO	4 050,00	3 157 296 477,69	99,99%
314	MINIER	CONSTRUCT SERVICES SECURITY Sari	4 027,00	3 157 300 504,69	99,99%
315	MINIER	BAKWAFIKA KABULA	3 888,98	3 157 304 393,67	99,99%
316	MINIER	MINE DE DEVELOPPEMENT (MIDEV)	3 803,40	3 157 308 197,07	99,99%
317	MINIER	VIRGINIKA MINING SARL	3 600,09	3 157 311 797,16	99,99%
318	MINIER	MUDERHWA KAMOLA Nestor	3 594,73	3 157 315 391,89	99,99%
319	MINIER	CONGO MANAGEMENT	3 580,85	3 157 318 972,74	99,99%
320	MINIER	CONSTRUCTION COMPANY Sari	3 533,76	3 157 322 506,50	99,99%
321	MINIER	COOPERATIVE MINIERE ET DE SOUS-TRAITANCE Sari	3 528,97	3 157 326 035,47	99,99%
322	MINIER	Ets POTA MINING SARL	3 500,00	3 157 329 535,47	99,99%
323	MINIER	INVESTISSEMENTS CONGOLAIS EN AFRIQUE AUSTRALE SARL	3 500,00	3 157 333 035,47	99,99%
324	MINIER	SAMIKIVU	3 500,00	3 157 336 535,47	99,99%
325	MINIER	TURCO CONSTRUCT SARL	3 500,00	3 157 340 035,47	99,99%
326	MINIER	BCM	3 007,00	3 157 343 042,47	99,99%
327	MINIER	LUALABA MULTI SERVICES AGENCE SARL	3 000,00	3 157 346 042,47	99,99%
328	MINIER	TIGER CONGO SA	2 501,67	3 157 348 544,13	99,99%
329	MINIER	SOCIETE MINIERE DE KASONTA	2 475,82	3 157 351 019,95	99,99%
330	MINIER	MAGMA MINERAL	2 414,67	3 157 353 434,62	99,99%
331	MINIER	ALLAMANDA TRADING SARL	2 355,84	3 157 355 790,46	99,99%
332	MINIER	FEZA MINING SAS	2 341,80	3 157 358 132,26	99,99%
333	MINIER	BMN MINING SARL	2 338,56	3 157 360 470,82	99,99%
334	MINIER	JMT MINING SARL	2 333,96	3 157 362 804,78	99,99%
335	MINIER	REGAL EXPLOITATION DRC SASU	2 309,24	3 157 365 114,02	99,99%
336	MINIER	LA TERRE COMPANY	2 119,00	3 157 367 233,02	99,99%
337	MINIER	MUBALAMA KABANDA	2 007,92	3 157 369 240,94	99,99%
338	MINIER	DEST MINING	2 000,00	3 157 371 240,94	99,99%
339	MINIER	NZOKA SARL	2 000,00	3 157 373 240,94	99,99%
340	MINIER	CONGO RED GOLD (CRG)	1 990,87	3 157 375 231,81	99,99%
341	MINIER	SPHINX MINING SARL	1 826,63	3 157 377 058,44	99,99%
342	MINIER	MBOMBA BOMPOLONGA BRIGITTE	1 824,18	3 157 378 882,62	99,99%

RAPPORT DE CADRAGE ITIE-RDC 2018, 2019 ET IER SEM. 2020

Par le Secrétariat Technique de l'ITIE-RDC

	SECTEUR	RAISON SOCIALE	RECETTE	CUMUL RECETTES	CUMUL EN %
343	MINIER	KOPPA MINING SERVICE	1 697,00	3 157 380 579,62	99,99%
344	MINIER	KUN TAI CONGO MINING	1 683,91	3 157 382 263,53	99,99%
345	MINIER	CONGO CONSTRUCTION INVESTMENTS	1 650,27	3 157 383 913,80	99,99%
346	MINIER	RENZO	1 624,00	3 157 385 537,80	99,99%
347	MINIER	BOMPANZE ENGOMBE	1 620,88	3 157 387 158,68	99,99%
348	MINIER	CONGO WISE MINING SARL	1 560,01	3 157 388 718,69	99,99%
349	MINIER	LUFUPA SASU SarL	1 550,79	3 157 390 269,48	99,99%
350	MINIER	GOLIN MINING INVESTMENT	1 487,43	3 157 391 756,91	99,99%
351	MINIER	SOMILO	1 393,76	3 157 393 150,67	99,99%
352	MINIER	SOCIETE D APPUI LOGISTIQUE DU KATANGA Sarl	1 360,23	3 157 394 510,90	99,99%
353	MINIER	LUFIRA HOLDING SARL	1 346,74	3 157 395 857,63	99,99%
354	MINIER	TECPRO SARL	1 323,00	3 157 397 180,64	99,99%
355	MINIER	KASIMU LUWANDA KASIMU	1 191,69	3 157 398 372,33	99,99%
356	MINIER	TAURO MINING SARL	1 091,75	3 157 399 464,08	99,99%
357	MINIER	JINSHAN AFRICAN MINES	1 073,74	3 157 400 537,82	99,99%
358	MINIER	SOMACO Sari	1 000,00	3 157 401 537,82	99,99%
359	MINIER	GEOSCIENCE CONGO SERVICES Sprl	950,00	3 157 402 487,82	99,99%
360	MINIER	ETANA CONGO Sarl	932,37	3 157 403 420,19	99,99%
361	MINIER	BOLFAST COMPANY	884,00	3 157 404 304,19	99,99%
362	MINIER	DOKOLO NDONA	876,48	3 157 405 180,67	99,99%
363	MINIER	UNITED MATERIALS CONGO SARL	872,92	3 157 406 053,58	99,99%
364	MINIER	CLAUDINE TABELLE	848,22	3 157 406 901,80	99,99%
365	MINIER	NAVARRO RESSOURCES SARL	817,18	3 157 407 718,98	99,99%
366	MINIER	YEA HONG	757,19	3 157 408 476,17	99,99%
367	MINIER	SOCIETE MINERALE DEVELOPMENT INVESTMENT SARL	693,22	3 157 409 169,39	99,99%
368	MINIER	TANGANYIKA MINERALS SA	692,42	3 157 409 861,81	99,99%
369	MINIER	DRAGON INTERNATIONAL MINING SARL	680,05	3 157 410 541,86	99,99%
370	MINIER	EVANHOE MINIS DRL	658,40	3 157 411 200,26	99,99%
371	MINIER	INVESTISSEMENT ET DEVELOPPEMENT IMMOBILIERS	596,61	3 157 411 796,87	99,99%
372	MINIER	EMPIRE CORPORATION YVY Sarl	556,44	3 157 412 353,30	99,99%
373	MINIER	CONCORDE POUR L'INDUSTRIE ET L'EXPLOITATION SPRL	548,00	3 157 412 901,31	99,99%
374	MINIER	SOCIETE KUPANGA SARL	529,20	3 157 413 430,51	99,99%
375	MINIER	HAMURI BUSHIRI	520,30	3 157 413 950,81	99,99%
376	MINIER	DESTINYS MERCY MINING SARL	504,82	3 157 414 455,63	99,99%
377	MINIER	RAMSES Sarl	503,93	3 157 414 959,56	99,99%
378	MINIER	CMTR	500,00	3 157 415 459,56	99,99%
379	MINIER	DJANDE WAMBAL MARIAM	401,72	3 157 415 861,28	99,99%
380	MINIER	MAZAL CORPORATION	357,95	3 157 416 219,23	99,99%
381	MINIER	Mimiche KAMOLO SENDE	335,58	3 157 416 554,81	99,99%
382	MINIER	BAHATI DIAMOND	328,84	3 157 416 883,65	99,99%
383	MINIER	KGL ISIRO SARL	309,37	3 157 417 193,02	99,99%
384	MINIER	SOGEMICA Sarl	301,31	3 157 417 494,33	99,99%
385	MINIER	MINIERE DE NDUBA Sarl	300,70	3 157 417 795,03	99,99%
386	MINIER	ANHUA CONSTRUCTION CONGO SARL	294,67	3 157 418 089,70	99,99%
387	MINIER	MATCHA CONSTRUCT Sprl	292,16	3 157 418 381,86	99,99%
388	MINIER	JADAS SARL	289,48	3 157 418 671,33	99,99%
389	MINIER	ALBHAI SHAROUKH ALIBHAI	286,08	3 157 418 957,41	99,99%
390	MINIER	MAMBA TSHIBUYI	262,94	3 157 419 220,35	99,99%
391	MINIER	LES CARRIERES DU CONGO Sarl	238,41	3 157 419 458,76	99,99%
392	MINIER	MOSES MUKWIZA MINING SARL	219,30	3 157 419 678,06	99,99%
393	MINIER	COMBINED MINING COMPANY SARL	209,25	3 157 419 887,31	99,99%
394	MINIER	MASIALA MAKOSO CHRALOTTE	174,18	3 157 420 061,49	99,99%
395	MINIER	ETABLISSEMENTS NSB GOLDEN SARL	172,11	3 157 420 233,60	99,99%
396	MINIER	LUBAMBA WA LUBAMBA ALAIN	167,85	3 157 420 401,45	99,99%
397	MINIER	OR DU KATANGA SPRL	154,68	3 157 420 556,13	99,99%
398	MINIER	UNISOM CONGO	154,68	3 157 420 710,82	99,99%
399	MINIER	AKULA AFRICA Sarl	153,84	3 157 420 864,66	99,99%

RAPPORT DE CADRAGE ITIE-RDC 2018, 2019 ET IER SEM. 2020

Par le Secrétariat Technique de l'ITIE-RDC

	SECTEUR	RAISON SOCIALE	RECETTE	CUMUL RECETTES	CUMUL EN %
400	MINIER	SOCIETE GENERALE D'EXPLOITATION DE CASSITERITE ET ACCOMPAGNATEURS	142,60	3 157 421 007,26	99,99%
401	MINIER	COOPERATIVE MINIERE KAZI KWA AMANI	141,20	3 157 421 148,46	99,99%
402	MINIER	COMPAGNIE MINIERE DE KOLWEZI	140,00	3 157 421 288,46	99,99%
403	MINIER	TSHIMANGA MUTAYI Jean-Roger	119,46	3 157 421 407,92	99,99%
404	MINIER	EQUINOX SARL	114,53	3 157 421 522,45	99,99%
405	MINIER	MAISON DE L'ORDINATEUR	109,43	3 157 421 631,88	99,99%
406	MINIER	MUKONO KWA MUKONO MU KAZI GROUPE Sarl	106,89	3 157 421 738,77	99,99%
407	MINIER	TAMARIS SERVICE Sarl	100,08	3 157 421 838,85	99,99%
408	MINIER	KANENGELE NGOYA EMILE	95,02	3 157 421 933,87	99,99%
409	MINIER	KAYOWA KAMANA	90,00	3 157 422 023,87	99,99%
410	MINIER	MAPOTI OLELA Eric Dieudonné	89,56	3 157 422 113,43	99,99%
411	MINIER	CONGO GEOLOGIST GALAXY	84,74	3 157 422 198,17	99,99%
412	MINIER	MWAMBENU KAJAMA Blaise	82,17	3 157 422 280,34	99,99%
413	MINIER	MIRUHO NAMUSHOMBOZA JONATHAN	75,27	3 157 422 355,61	99,99%
414	MINIER	BUNIA HUB SERVICES Sarl	74,31	3 157 422 429,93	99,99%
415	MINIER	SOCIETE GLOBAL INVESTMENT CONGO SARL	70,61	3 157 422 500,54	99,99%
416	MINIER	MALASI ULEMA ELIE	64,58	3 157 422 565,12	99,99%
417	MINIER	JIN JUN LONG MINING Sarl	63,56	3 157 422 628,68	99,99%
418	MINIER	MC TVVIGA INDUSTRIES Sarl	63,54	3 157 422 692,22	99,99%
419	MINIER	EUGO INVESTMENT Sarl	60,01	3 157 422 752,23	99,99%
420	MINIER	KAMANJI MUTOMBO NSENDA Eddie	60,01	3 157 422 812,24	99,99%
421	MINIER	HASSAN ABDALLAH	55,93	3 157 422 868,17	99,99%
422	MINIER	EXTRA MADURA Sarl	53,48	3 157 422 921,65	99,99%
423	MINIER	ILUNGA MBUYI MAMIE	50,71	3 157 422 972,36	99,99%
424	MINIER	COMPAGNIE MINIERE DE DEVELOPPEMENT ET DE RECONSTRUCTION	42,28	3 157 423 014,64	99,99%
425	MINIER	BABECCA	40,00	3 157 423 054,64	99,99%
426	MINIER	DECO ROOMS	39,83	3 157 423 094,48	99,99%
427	MINIER	MBEMBA KINGOLO	38,00	3 157 423 132,48	99,99%
428	MINIER	ANHUA MINING CONGO Sarl	37,78	3 157 423 170,26	99,99%
429	MINIER	COOPERATIVE MINIERE DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE	35,60	3 157 423 205,86	99,99%
430	MINIER	GROUPE DES LEADERS SERVICE SARL	35,31	3 157 423 241,17	99,99%
431	MINIER	KINDUELO LUMBU PIERRE	34,40	3 157 423 275,57	99,99%
432	MINIER	ENTREPRISE MINIERE DE KOLWEZI	30,94	3 157 423 306,50	99,99%
433	MINIER	MURUMBI MINERALS SPRL	30,94	3 157 423 337,44	99,99%
434	MINIER	BOLENDI MUJINGA Chantal	24,22	3 157 423 361,66	99,99%
435	MINIER	Louis Junior BOKENDE AMISI	21,04	3 157 423 382,70	99,99%
436	MINIER	LUKWESA KYUNGU JOSÉPHINE	20,98	3 157 423 403,68	99,99%
437	MINIER	COOPERATIVE MINIERE DES POPOY/PANGA	19,00	3 157 423 422,68	99,99%
438	MINIER	PENZU ZULULU Ludovic	18,00	3 157 423 440,68	99,99%
439	MINIER	ETS POPA MINING	15,89	3 157 423 456,57	99,99%
440	MINIER	NICO MUSUBAO MATHE Sarl	14,12	3 157 423 470,69	99,99%
441	MINIER	TSHILOMBO KALOLO Robert	14,12	3 157 423 484,81	99,99%
442	MINIER	NGUDIA TSHIABA PATRICK	12,11	3 157 423 496,92	99,99%
443	MINIER	CONGO GEOLOGICAL SURVEY SPRL	11,56	3 157 423 508,48	99,99%
444	MINIER	ETABLISSEMENT TRUST SERVICES GROUP	10,59	3 157 423 519,07	99,99%
445	MINIER	SUNGU MUM-MUNDA Jerome	9,08	3 157 423 528,15	99,99%
446	MINIER	IMMOBAJE Sarl	8,00	3 157 423 536,15	99,99%
447	MINIER	MULUMBA KANKU KAIMBY Felix-Camille	7,00	3 157 423 543,15	99,99%
448	MINIER	KANYINDA NKUADI DJEMS	5,89	3 157 423 549,04	99,99%
449	MINIER	YASH TRADING Sarl	4,00	3 157 423 553,04	99,99%
450	MINIER	MUKOIE OSONGO Marc	3,72	3 157 423 556,76	99,99%
451	MINIER	KIVU BUSINESS CORPORATION Sarl	3,60	3 157 423 560,36	99,99%
452	MINIER	ESPACE POLYD OR SARL	3,03	3 157 423 563,39	99,99%
453	MINIER	GENERALE DE CONSULTANCE	3,00	3 157 423 566,39	99,99%
454	MINIER	MBUANGI MONGANE Marceline	1,00	3 157 423 567,39	99,99%
455	MINIER	SODIMICO	109 572,68	3 157 533 140,06	99,99%
456	PETROLIER	SONAHYDROC	78 191,97	3 157 611 332,03	100,00%

RAPPORT DE CADRAGE ITIE-RDC 2018, 2019 ET IER SEM. 2020

Par le Secrétariat Technique de l'ITIE-RDC

	SECTEUR	RAISON SOCIALE	RECETTE	CUMUL RECETTES	CUMUL EN %
457	MINIER	SCMK-Mn	67 209,34	3 157 678 541,38	100,00%
458	MINIER	MIBA	25 131,03	3 157 703 672,41	100,00%
459	MINIER	SOKIMO	24 676,07	3 157 728 348,47	100,00%
460	MINIER	SAKIMA	36 825,85	3 157 765 174,32	100,00%
			3 157 765 174,32		

Annexe 4 : Référentiel du Rapport assoupli

PERCEPTEUR	TYPE DES FLUX	SECTEUR
1. FLUX PAYES PAR LES ENTREPRISES EXTRACTIVES DESTINES AU TRESOR PUBLIC		
DGI	Avis de Mise en Recouvrement (AMR A)	P, M
	Impôt sur les bénéfices et profits (IBP)/ISF	P, M
	Impôt Professionnel sur les Rémunérations (IPR)	P, M
	Impôt Exceptionnel sur la Rémunération des Expatriés (IER)	P, M
	Impôt mobilier (IM)	P, M
	IBP sur prestations des personnes non-résidentes en RDC	P, M
DGDA	Droits et Taxes à l'importation	M
	Droits et Taxes à l'exportation	M
DGRAD	Autres frais liés au paiement de bonus	P
	Bonus de signature	P
	Bonus de production	P
	Bonus de Production des dix millionnières barils	P
	Bonus de Découverte Commerciale	P
	Bonus de Permis d'Exploration	P
	Bonus de Renouvellement de permis d'exploration	P
	Bonus de Permis d'Exploitation	P
	Bonus de renouvellement de la Concession	P
	Dividendes versés à l'Etat	P, M
	Pas-de-porte versés à l'Etat (quotepart revenant au Trésor: 50%)	M
	Ventes Actions et Parts Sociales de l'Etat	M
	Droits superficiaires annuels par carré	P, M
	Marge distribuable (Profit-Oil Etat Puissance Publique)	P
	Participation (Profit-Oil Etat associé)	P
	Pénalités versées au trésor	P, M
	Redevances minières (RM): quotepart Trésor (50%)	M
	Renouvellement de Permis d'exploitation	P
	Royalties (quotepart revenant au Trésor : 50%)	P, M
	Taxes sur les plus-values de cessions totales de l'intérêt de participation	P
	Vente de Licence	M
	Autorisation d'exportation des minerais à l'état brut	M
	Contribution au budget de l'Etat	P, M
	Frais de passage / Redevance superficiaire	P
	Taxe sur autorisation d'exploitation des eaux naturelles de surface ou souterraines	M
	Police des mines et hydrocarbures	P, M
	Amendes pour non-exécution de Programme	P
	Droits proportionnels pour approbation et enregistrement des actes administratifs*	M
	Taxe pour acquisition des titres immobiliers*	P, M
	Droits proportionnels sur augmentation du capital des sociétés*	P, M

RAPPORT DE CADRAGE ITIE-RDC 2018, 2019 ET IER SEM. 2020

Par le Secrétariat Technique de l'ITIE-RDC

PERCEPTEUR	TYPE DES FLUX	SECTEUR
	Redevance annuelle (entité de traitement)	M
2. FLUX PAYES PAR LES ENTREPRISES EXTRACTIVES DESTINÉS AUX AFE ET EP		
DGI	Avis de mise en recouvrement (AMR) B (50 % des pénalités)	P, M
DGRAD	Amendes et pénalités revenant à la DGRAD (40% des pénalités)	P, M
	Taxe statistique	P
DGDA	Amendes et pénalités revenant à la DGDA (60% des pénalités)	P, M
	Frais de Services rendus à l'exportation (1% à répartir entre la DGDA et les intervenants)	M
EP	Cession d'actifs ou parts sociales	M
	Dividendes versés aux entreprises publiques	M
	Loyers d'amodiation et/ou rente mensuelle	M
	Pas-de-porte / Bonus de Transfert (50%)	P
	Royalties (50%)	M
	Prestations de services/Assistance technique et financière	M
	Frais d'option	M
	Fonds versés à la GCM pour la vente des scories	M
	Paieement contractuel sur seuil de production atteint (500000TCU)	M
	Frais de consultance	M
	Remboursement de Prestations	M
	Avance contractuelle	M
	Frais de renonciation au droit de préemption	M
	Redevances supplémentaires sur les réserves additionnelles	M
	Indemnité forfaitaire	M
	Bonus de découverte /mines (SOKIMO)	M
	Pénalités SOKIMO	M
	Accords transactionnels (GCM)*	M
	Frais administratifs de confidentialité	M
DRP	Taxe voiries et drainage	M
	Taxe concentrés	M
	Quote-part sur les frais de contrôle de radioactivité	M
	Contribution au Fonds pour le développement de la Province	M
	Impôt sur la superficie des concessions Minières et des hydrocarbures	M
	Taxe sur la reconstruction (Kasaï Oriental)	M
	Impôt sur le Véhicule (Vignette & TCSR)	M
	Autorisation de transport de minerais (ATM)	M
	Taxe sur autorisation d'exploitation des eaux naturelles de surface ou souterraines	M
	Royalties (DGRMA)	M
	Taxe 1% sur les produits de transaction des matières précieuses d'exploitation artisanale*	M
	Taxe 1% sur la valeur réévaluée par le CEEC revenant à la province*	M
SGH	Quotité 25% de la RM revenant à la province	M
	Droits proportionnels sur la cession des parts ou actions des personnes morales	M
	Banque de données	P

RAPPORT DE CADRAGE ITIE-RDC 2018, 2019 ET IER SEM. 2020

Par le Secrétariat Technique de l'ITIE-RDC

PERCEPTEUR	TYPE DES FLUX	SECTEUR
	Contribution aux droits payables à l'Association des Pays Africains Producteurs de Pétrole (APPA)	P
	Participation à l'effort de reconstruction nationale	P
	Contribution à l'effort pour l'exploration de la Cuvette Centrale	P
	Frais de formation des cadres Congolais	P
ACE	Suivi de l'exécution du PAR, PGE et Audit Environnemental	P
CEEC	Taxe rémunératoire	M
BCC	Redevance de Suivi de Change	P, M
	Quotité 10% de la RM destinée au FOMIN générations futures	M
CAMI	Frais de dépôt des dossiers des droits miniers*	M
	Frais d'instruction environnementale et sociale*	M
	Dépenses sociales	P, M
	Autres Paiements/Revenus significatifs	P, M

* : Nouveaux flux identifiés lors du recensement des données

M : Minier

P : Pétrolier

Annexe 5 : Liste des entreprises du périmètre de télédéclaration

	SECTEUR	RAISON SOCIALE	RECETTE
1	MINIER	MUTANDA MINING SARL	879 534 076,5185
2	MINIER	TENKE FUNGURUME MINING S.A (Ex:TENKE FUNGURUME MINING)	643 606 797,0555
3	MINIER	KAMOTO COOPER COMPANY S.A	410 523 446,6832
4	MINIER	SOCIETE MINIERE DU KATANGA	82 635 939,2326
5	MINIER	LA GENERALE DES CARRIERES ET DES MINES (GECAMINES)	68 175 070,4179
6	MINIER	MMG KINSEVERE SARL	66 458 628,4778
7	MINIER	BOSS MINING SARL	63 011 007,8433
8	MINIER	COMPAGNIE MINIERE DE MUSONOIE GLOBAL (COMMUS)	60 416 676,0175
9	MINIER	CHEMICAL OF AFRICA	60 329 781,1313
10	MINIER	KIBALI GOLDMINES SA	57 184 159,4948
11	MINIER	FRONTIER SA	56 896 261,7064
12	PETROLIER	PERENCO REP SARL	45 125 325,2562
13	PETROLIER	MUANDA INTERNATIONAL OIL COMPANY	43 982 308,1801
14	MINIER	RUASHI MINING SAS	41 888 941,7612
15	MINIER	LA SINO-CONGOLAISE DES MINES SA	36 175 735,7987
16	PETROLIER	LIREX SARL	35 507 246,8590
17	MINIER	MINIERE DE KALUMBWE MYUNGA (MKM)	35 125 261,6076
18	MINIER	CONGO DONGFANG INTERNATIONAL MINING SARL	30 007 552,2985
19	MINIER	SHITURU MINING CORPORATION SAS	28 284 161,5627
20	PETROLIER	TEIKOKU OIL DRC	25 170 461,5127
21	MINIER	KINSEDA COPPER COMPANY SARL	22 560 376,4702
22	MINIER	COMPAGNIE MINIERE DE KAMBOVE SAS	22 439 168,9338
23	MINIER	COMPAGNIE MINIERE DE LUISHA SAS	20 268 507,1160
24	MINIER	CNMC HUACHIN MABENDE MINING SA	19 645 871,5583
25	MINIER	COMPAGNIE D'EXPLOITATION DES REJETS DE KINGAMYAMBO SARL (METALKOL)	19 563 766,9568
26	MINIER	LA MINIERE DE KASOMBO SAS	16 763 956,1922
27	MINIER	SOCIETE ANHUI CONGO d'INVEST.MIN/SACIM	15 877 408,5183
28	MINIER	METAL MINES SARL	15 446 952,1955
29	MINIER	SOCIETE D'EXPLOITATION DE KIPOI S.A	14 732 862,2074
30	MINIER	SOCIETE IMMOBILIERE DU CONGO (SIMCO)	13 226 423,0061
31	PETROLIER	PERENCO ODS LIMITED (EX. CHEVRON)	12 649 911,1711
32	MINIER	HUACHIN METAL LEACH S.A	12 435 960,2193
33	MINIER	TWANGIZA MINING S.A.R.L	10 614 891,6948
34	MINIER	SOCIETE D'EXPLOITATION DE MUSOSHI (SEM)	10 528 987,0000
35	MINIER	EVELYNE INVESTMENT	10 000 000,0000
36	MINIER	KAI PENG MINING	9 886 880,3761
37	MINIER	LUALABA COPPER SMELTER SAS	8 548 390,7842
38	MINIER	KIPUSHI CORPORATION SA	7 270 571,1005
39	MINIER	SOCIETE MINIERE DE DEZIWA SAS	7 205 624,7195
40	MINIER	KAMOA COPPER SA (ex: AFRICAN MINERALS(BARBADOS))	7 093 024,0913
41	MINIER	CONGO COBALT CORPORATION SARL	6 454 955,1815
42	MINIER	THOMAS MINING SARL	6 291 971,2839
43	MINIER	MACROLINK JIA YUAN MINING SARL	6 247 593,1933
44	MINIER	NAMOYA MINING SARL	5 817 172,8794
45	MINIER	TENGYUAN COBALT & COPPER RESOURCES LTD., CO. " TCC. SARL"	5 468 724,7346
46	MINIER	RUBAMIN SARL	5 467 027,2598
47	MINIER	MINING PROGRESS COMPAGNY SARL (MPC)	4 824 764,0684
48	MINIER	CNMC CONGO COMPAGNIE MINIERE SARL(CNMC SARL)	4 425 309,5317
49	MINIER	GROUPEMENT POUR LE TRAITEMENT DU TERRIL DE LUBUMBASHI	4 393 375,9856
50	MINIER	ALPHAMIN BISIE MINING SA	3 940 756,9389
51	MINIER	ANVIL MINING CONGO SARL	3 868 606,9031
52	MINIER	CHENGTON CONGO RESSOURCES SARL	3 040 305,2920
53	MINIER	MINING MINERAL RESSOURCE SARL	2 948 653,7217
54	MINIER	GOLDEN AFRICAN RESOURCES SARL	2 724 797,1776
55	MINIER	LA CONGOLAISE DES MINES ET DE DEVELOPPEMENT SPRL	2 608 252,2479
56	MINIER	CONGO JINJUNCHENG MINING COMPANY	2 231 270,9882
57	MINIER	KISANFU MINING SPRL	1 564 641,1195
58	MINIER	OM METAL RESSOURCES SARL	1 411 127,5976
59	MINIER	RUBACO SARL	1 409 104,4260

RAPPORT DE CADRAGE ITIE-RDC 2018, 2019 ET IER SEM. 2020

Par le Secrétariat Technique de l'ITIE-RDC

	SECTEUR	RAISON SOCIALE	RECETTE
60	MINIER	IVERLAND MINING CONGO SARL	1 405 713,7282
61	MINIER	GIRO GOLDFIELDS	1 339 381,4599
62	MINIER	CGM LISHI MINING SARL	1 259 843,8577
63	MINIER	DATHCOM MINING SAS	1 214 937,4413
64	MINIER	BANRO CONGO MINING	1 188 933,3460
65	MINIER	IRON MOUNTAIN ENTERPRISES SPRL	1 161 913,7000
66	MINIER	SOCIETE AMUR MUGOTE & FRERES	1 153 794,8254
67	MINIER	LA MINIERE DE KALUNKUNDI	1 130 053,9002
68	MINIER	BRAVURA CONGO	1042685,8829
69	MINIER	COOPERATIVE DES ARTISANAUX MINIERES DU CONGO (CDMC)	1 012 360,8789
70	MINIER	MSAC SARL	806 882,7753
71	MINIER	SOCIETE MINIERE DE BISUNZU	805 568,4022
72	MINIER	METAL AND CHEMICAL (METACHEM)	611 201,3283
73	MINIER	SOCIETE DE TRAITEMENT DU TERRIL DE LUBUMBASHI	606 650,0492
74	MINIER	LUGUSHWA MINING S.A.R.L	454 882,1193
75	MINIER	LA CONGOLAISE D'EXPLOITATION MINIERE (COMINIERE)	448 565,8747
76	MINIER	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET MINIER DU CONGO (SODIMICO)	109 572,6793
77	PÉTROLIER	SOCIETE NATIONALE DES HYDROCARBURES DU CONGO (ex COHYDRO)	78 191,9723
78	MINIER	SOCIETE COMMERCIALE DE LA MINIERE DE KISENGE - MANGANESE (SCMK-Mn)	67 209,3420
79	MINIER	SOCIÉTÉ AURIFÈRE Du KIVU ET MANIEMA (SAKIMA SARL)	36 825,8500
80	MINIER	LA MINIERE DE BAKWANGA SA (MIBA)	25 131,0312
81	MINIER	SOCIETE MINIERE DE KILO-MOTO	24 676,0654
			3 137 921 760,7673

Annexe 6 : Liste des entreprises du périmètre de déclaration unilatérale de l'Etat

1. CABINDA GULF OIL COMPANY Limited: 4849527,43	17. COMPAGNIE MINIERE DE SAKANIA SARL : 246351,1736	35. MUYA RESSOURCES SARLU : 141112,8856	51. HUACHIN MINING SPRL : 96040	70. XIN HAO MINING Sarl : 59593,14	87. BAKALIKIRA NGUMA DIEUDONNE SARL : 42121,5051	104. KATANGA TECHNIQUE TRADING : 27097,2101
2. KAMITUGA MINING : 421757,3646	18. SASE MINING SARL : 240081,7539	36. DFSA MINING CONGO (DMC) : 140000	52. COMPAGNIE MINIERE DE TONDO : 93455,1449	71. SEMHKAT : 58317,3087999999	88. LMTD : 42119	105. AGRO-PASTORALE ET MINIERE DU KIVU Sarl : 26513,36
3. MONGBWALU GOLD MINES SA: 374023,2621	19. GLOBAL TRADING COMMODITIES : 225056,8653	37. SOCIETE D'EXPLOITATION DU GISEMENT DE SHAMITUMBA : 137584,5484	53. INTERLAC SARL : 90187,0995	72. WB KASAI INVESTMENT CONGO SPRL (ZIKAR GHAMDOUR SPRL) : 57880,2411	89. BLUE STAR MINERALS SARL : 39923,74	106. OLYMPIC EXPLORATION DRC SARL : 26316,4348
4. IVANHOE MINES EXPLORATION DRC SARL : 370747,2678	20. KATANGA METALS SARL : 222444,6573	38. KINSEVERE MINING RESSOURCES : 136270,6141	54. MABENDE MINING SARL : 90182,3864	73. KATANGA EXPLORATION COMPANY Sarl : 57572,2473	90. LA MINIERE DU CONGO_MINICO : 38036,78	107. DIVISHO SARL : 26202,093
5. PHELPS DODGE CONGO SARL : 359584,7277	21. TSHISANGAMA SIMON MINING : 206088,676	39. LEDA MINING CONGO SARL : 136008,8768	55. INTERFACE INNOVATION SARL : 90103,48	74. SOCOMEX : 54265,6816	91. GROUPE NEUF COMPANY SARL : 35793,7942	108. BRITCON COMPANY SARL : 25638,0054
6. SODIMIKA : 356367,9981	22. YA FEI MINING SPRL : 206045,1326	40. WILLEM MINERALS COMPAGNY "WMC" : 123528,254	56. FMR DEVELOPMENT SARL : 87809,9852	75. MINOCOM MINING : 54234,28	92. GEM DIAMOND LONGATSHIMO MINING COMPANIE: 34627,5824	109. COEXCO CONGO : 25249,599
7. JINXIN MINING SA : 342613,1671	23. SEGMAI : 203190,6796	41. SILVER BACK RESOURCES SARL (SBR SARL) : 123163,8502	57. XING DA MINING SARL : 85184,9513	76. MCC RESOURCES SARL : 51667	93. RASH ET RASH SARL : 34528,736	110. CONGO BANTU MINING SARL : 25201,42
8. DIVINE LAND MINING SARL : 315618,4876	24. RANDGOLD RESSOURCES SARL : 201000,1515	42. LOTUS MINING Sarl : 120428,73	58. OPERAT ITURI : 82051,7063	77. HUACHIN SPRL : 50307,955	94. KWANGO MINES : 33138,5967	111. DORCAS : 25000
9. AURUM SPRL : 313529,9018	25. LA MINIERE DE LA LUKUGA : 199091,6367	43. BLUEFIN CONGO SARLU : 120000	59. SODIFOR EXPLORATION SARL : 82045,4371	78. KANUKA MINING COMPANY SARL : 50087,6361	95. UNITED COMMERCIAL METAL SYSTEMS Sarl : 31088,06	112. WESD CAPITAL P/C ZEIDCORE: 25000
10. COMPAGNIE MINIERE DE LA LUKAYA SA : 306185,86	26. SINO KATANGATIN : 179986,0623	44. MINERAL DEVELOPMENT INVESTMENTS Sarl : 110066,11	60. LIBERTY MINING AND INVESTMENT SARL: 81626,19	79. STONE MINING COMPANY : 50000	96. HUAYING TRADING COMPANY SARL : 31002	113. TSHIZAINGA Jean-Marie : 24960,05
11. LONCOR RESOURCES CONGO SPRL : 298651,8081	27. GLOBAL ENVIRONMENT AND SERVICES : 173150,8	45. FRASER ALEXANDER DRC SARL : 104810,7091	61. LIBELA SARL : 81605,9032	80. EXCELLENT MINERALS SARL : 47500	97. GICC SPRL : 30876,22	114. FLORENCE KALUMBU MWADI : 24138,2
12. CROWN - MINING SARL : 296063,4163	28. SOCIETE MINIERE DE MOKU - BEVERENDI : 168148,08	46. SOCIETE GENERALE DE COMMERCE SARL (SOGECOM) : 100766	62. SECAKAT : 81253,7945	81. MANKUMBWA YASUPA GODEFROID : 47117,4	98. LA MINIERE DU CONGO_MDC : 29911	115. TAVIR INDUSTRIES SARL : 23902,3199
13. LEREXCOM MINING SARL : 294034,5686	29. AFRICAN ARCH : 165500	47. AL MADAR : 100000	63. UNITED COMINIERE SAS : 79992,4267	82. GOLDEN CONSTRUCTION Sarl : 45000	99. SOCIETE SR TANMIN SARL : 29561,84	116. CODEMA SARL : 23687,2241
14. KGL SOMITURI SPRL : 283493,3878	30. COPROCO GROUP SARL : 163901,7583	48. CJIX SARL : 100000	64. NGONDO MINING SARL : 71147,4	83. SOCIETE WEST RIVER SARL : 44000	100. SPILL CONGO SARL : 29540,9777	117. OIL OF DR CONGO SPRL : 23546,4408
15. LUALABA MINING RESSOURCES SAS : 265492,7488	31. E29 RESSOURCES : 160986,7	49. SWANMINES: 97723,3955	65. CONGO MINERALS AND METALS (CMM) : 70639,6852	84. COMMIR : 43037,4989	101. MAADINI M : 29470,89	118. FORTUNE CONSTRUCTION CONGO Sarl : 23260,2361
16. TANGANYIKA MINING COMPANY SPRL : 253164,8872	32. LONG FEI MINING : 156185,8072	50. CONGO INTERNATIONAL MINING CORPORATION SPRL : 97549,584	66. REGAL SK SPRL : 65525,26	85. BASMA RABAB : 42778,5641	102. DA FEI MINNIG : 29271,6792	119. TUMALEO MWANGE SOPHIE : 22885,77
	33. Total E&P RDC : 152354,94		67. KAMBOVE MINING SAS : 64563,7638	86. KISENGO MINING SPRL : 42713,8458	103. BANKERS COBALT MINING SASU " BCM SASU" : 28858,6669	120. KALONGWE MINING SA : 22866,0451
	34. MODERN MINING COMPANY SARL : 150000					

RAPPORT DE CADRAGE ITIE-RDC 2018, 2019 ET IER SEM. 2020

Par le Secrétariat Technique de l'ITIE-RDC

121. COMPAGNIE MINIERE DE DIALA SARL : 22521,9648	143. BROTHER MINING SASU : 16720,82	164. MANGO TREE : 12175,5257	185. KIMIA MINING INVESTMENT SARL : 9223,3817	205. KATANGA MEGA MINING SPRL : 7108,9931	226. COEXCO CONGO SPRL : 5416,74	247. Ets POTA MINING SARL : 3500
122. G12 ENTREPRISE SARL : 22000	144. SINOMINE DRC RESSOURCES EXPLORATION SARL SDRE : 16629,4047	165. MC TWIGA INDUSTRIES SARL : 12000	186. LUALABA CONSTRUCTION SARL : 9111,8521	206. KAMBA MUZENGA JOHN : 7085,08	227. PIMA MINING : 5403,4463	248. INVESTISSEMENTS CONGOLAIS EN AFRIQUE AUSTRAL SARL : 3500
123. MTC SARL : 22000	145. EDWALL ENTERPRISES SARL : 16500	166. LOMAMI RESSOURCES : 11500	187. LA PATIENCE : 9033,73	207. COOPERATIVE MINIERE ET AGRICOLE DU LUALABA : 7000	228. SOCIETE LOTUS MINING : 5039,5409	249. SAMIKIVU : 3500
124. AGAPAO GLOBAL BUSINESS Sarl : 21565,4277	146. MAGHARIBI : 16500	167. LUKUTWE SAS : 11190,9681	188. ALPHAMIN RESOURCES CONGO Sarl : 8555,7	208. NIANGARA GOLDM : 7000	229. AGENCE DE SERVICE COMMERCE & TRANSIT Sarl : 5006,53	250. TURCO CONSTRUCT SARL : 3500
125. SOCIETE MINIERE DE LUBUTU : 21202,56	147. SURYA MINES SARL: 48011,5319	168. KAMPANGWE M KALOMWA ALBERT : 11092,66	189. PEVELE Sarl : 8506,55	209. SOGECAS : 7000	230. KING LUBA SARL : 4527,5	251. BCM : 3007
126. MASSA : 21000	148. REGAL RESSOURCES : 16500	169. BLAZE MET : 11000	190. CONGO SILVER AGE SCI ET TECH COBALT SARL : 8299,03	210. SOGEWYZ SARL : 6937,9838	231. COMPAGNIE MINIERE DE DEZIWA SAS : 4417,2	252. LUALABA MULTI SERVICES AGENCE SARL : 3000
127. DEVON RESSOURCES : 20610,754	149. LUFIRA MINING SARL : 16333,2689	170. CONGO HOLDING SARL (PR 13932 AECF) : 11000	191. DUNIA BAKARANI FAUSTIN : 8041,68	211. MINESTONE : 6936,6775	232. KABWE SABWA HERIBERT : 4404,9	253. TIGER CONGO SA : 2501,6676
128. MINIERE DE MITWABA Sprl : 20224,4218	150. SODIFOR SARL : 15848,59	171. TIRAN MINING Sprl : 10870,22	192. KIVU MINERALS SARL : 8004,96	212. MIKUBA MINING : 6610,12	233. KANSONGA MINING : 4301,639	254. SOCIETE MINIERE DE KASONTA : 2475,82
129. AFRIMINES RESSOURCES : 19587,6618	151. SOCIETE OLIVE SPRL / BUKAVU : 15603,9045	172. KALIKA MINING SARL : 10803,0396	193. NEW SUBIRA CONFORT SARL : 8000,58	213. LUAMBO MINING SPRL : 6474,5167	234. NDOBO MWAMBY Jean-Pierre : 4294,36	255. MAGMA MINERAL : 2414,6652
130. FORCE COMODITIS : 19140,63	152. LWELA NDEMBE KADEFU FRANCOIS : 15409,6133	173. SOD : 10561	194. GLOBAL TRADING SERVICES & CONSULTING : 7873,3462	214. BELAIR AFRICAN METAL SARL MANIEMA : 6390,73	235. BMK CONSTRUCTION SARL : 4208,3607	256. ALLAMANDA TRADING SARL : 2355,84
131. TRANSVALE MINING SARL : 18883,1087	153. NSHAMAMBA BISIMWA "ETS NAMUKAYA": 15000	174. COMISERV SARIU : 10500	195. INTERMINES SPRL : 7721,22	215. ETABLISSEMENTS EMERGING SERVICES EMERS : 6000	236. KASIMU LUWANDA NENGA : 4204,85	257. FEZA MINING SAS : 2341,802
132. CONGO JIA XIN SARL CJX/SARL CJX : 18866,8631	154. TANTALE ET NOBIUM DU TANGANIKI SPRL : 14632,54	175. EGO INVESTMENT Sari : 10500	196. KASAI SUD DIAMANT : 7656,48	216. HOPE MINING : 5937,8435	237. MANONO MINERALS SARL : 4201,8446	258. BMN MINING SARL : 2338,56
133. KADI INTERNATIONAL SPRL : 18848	155. PROMOTION DES MINES AU CONGO SARL : 14310,64	176. LUALABA : 10500	197. MINALEX SARL : 7557,7606	217. PARAGON MINING SARL : 5923,3459	238. ETS KABONGO : 4050	259. JMT MINING SARL : 2333,961
134. EQUITY MANAGEMENT SPRL : 17873,02	156. LETA MBAVU CLEMENT : 14289,3737	177. STE MINIERE KA : 10500	198. GLS SARL : 7500	218. LUISHA MINING ENTERPRISES SARL LME NIL : 5890	239. CONSTRUCT SERVICES SECURITY Sarl : 4027	260. REGAL EXPLOITATION DRC SASU : 2309,24
135. Societe d'Exploration Miniere de Haut Katanga : 17734,44	157. SOGEMICA Sarl : 14083	178. LUENDU KADUNYI SACOR : 10333,68	199. TALVO SARL : 7362	219. PYRAMIDE COPPER Sari : 5644	240. BAKWAFIKA KABULA : 3888,9843	261. LA TERRE COMPANY : 2119
136. TERRA KARRA (STK) : 17566,5571	158. CHADILA SARL : 14000,5467	179. SOCIETE INDUSTRIE MINIERE XINYUAN DE TONGLIAO : 10215,1001	200. BELAIR MANIEMA Sarl : 7360,98	220. JARVIS GONGO SA : 5500	241. MINE DE DEVELOPPEMENT (MIDEV) : 3803,4	262. MUBALAMA KABANDA : 2007,9205
137. TANTALE MINING KATANGA SPRL : 17324,4367	159. CGG : 14000	180. CONGO NEW MINING : 10000	201. FIRST MINING COMPANY : 7346,9309	221. LYSE INTER : 5500	242. VIRGINIKA MINING SARL : 3600,0859	263. DEST MINING : 2000
138. MAANYAA SARL : 17196	160. LIMA SARL : 13732,2732	181. SABWE MINING SARL : 9890,8167	202. ZHENGWEI TECHNIQUE COOPERATION SARL : 7277,11	222. ODIA KANYINDA : 5500	243. MUDERHWA KAMOLA Nestor : 3594,73	264. NZOKA SARL : 2000
139. CHEKINA SARL : 17164,0866	161. LHOIST RDC SARL : 13322,7934	182. INTERNATIONAL CHINA AFRICA MINING GROUP (ICAM SPRL) : 9760,98	203. WALNI MINERAL COMPANY SARL (WAMICO) : 7203,16	223. SCGKD : 5500	244. CONGO MANAGEMENT : 3580,85	265. CONGO RED GOLD (CRG) : 1990,8704
140. GREEN MINING Sarl : 17001,45	162. MBAKA KAWAYA SWANA AMBOISE : 13146,3365	183. GOLD MINING CORPORATION-NEPOKO : 9656,8714	204. CONSTRUCTION AND MINING SERVICES Sarl : 7146,51	224. SOCIETE CHINOISE POUR LE DEVELOPPEMENT DU CONGO SARL : 5500	245. CONSTRUCTION COMPANY Sarl : 3533,76	266. SPHINX MINING SARL : 1826,6323
141. JEHOVAH JIREH ADO SPRL : 16968,75	163. KABONGO NGOY FREDERIC : 13047,61	184. LUNGA MINING SPRL : 9342,6367		225. JIN JU CHENG MINING COMPANY : 5483,5281	246. COOPERATIVE MINIERE ET DE SOUS-TRAITANCE Sarl : 3528,97	267. MBOMBA BOMPOLONGA BRIGITTE : 1824,1789
142. ROCBELT CONGO SARL : 16810,36						268. KOPPA MINING SERVICE : 1697

RAPPORT DE CADRAGE ITIE-RDC 2018, 2019 ET IER SEM. 2020

Par le Secrétariat Technique de l'ITIE-RDC

269. KUN TAI CONGO MINING : 1683,91	287. DOKOLO NDONA : 876,48	303. CMTR : 500	321. LUBAMBA WA LUBAMBA ALAIN : 167,8469	338. MIRUHO NAMUSHOMBOZA JONATHAN : 75,27	355. GROUPE DES LEADERS SERVICE SARL : 35,3094	373. KANYINDA NKUADI DJEMS : 5,89
270. CONGO CONSTRUCTION INVESTMENTS : 1650,2707	288. UNITED MATERIALS CONGO SARL : 872,9167	304. DJANDE WAMBAL MARIAM : 401,72	322. OR DU KATANGA SPRL : 154,6838	339. BUNIA HUB SERVICES Sarl : 74,3121	356. KINDUELO LUMBU PIERRE : 34,4	374. YASH TRADING Sarl : 4
271. RENZO : 1624	289. CLAUDINE TABELLE : 848,22	305. MAZAL CORPORATION : 357,9461	323. UNISOM CONGO : 154,6838	340. SOCIETE GLOBAL INVESTMENT CONGO SARL : 70,6149	357. ENTREPRISE MINIERE DE KOLWEZI : 30,9367	375. MUKOIE OSONGO Marc : 3,72
272. BOMPANZE ENGOMBE : 1620,877	290. NAVARRO RESSOURCES SARL : 817,18	306. Mimiche KAMOLO SENDE : 335,578	324. AKULA AFRICA Sarl : 153,8421	341. MALASI ULEMA ELIE : 64,5838	358. MURUMBI MINERALS SPRL : 30,9367	376. KIVU BUSINESS CORPORATION Sarl : 3,6
273. CONGO WISE MINING SARL : 1560,0069	291. YEA HONG : 757,19	307. BAHATI DIAMOND : 328,8427	325. SOCIETE GENERALE D'EXPLOITATION DE CASSITERITE ET ACCOMPAGNATEURS : 142,6	342. JIN JUN LONG MINING Sarl : 63,56	359. BOLENDI MUJINGA Chantal : 24,22	377. ESPACE POLYD OR SARL : 3,03
274. LUFUPA SASU SarL : 1550,7922	292. SOCIETE MINERALE DEVELOPMENT INVESTMENT SARL : 693,2167	308. KGL ISIRO SARL : 309,3676	326. COOPERATIVE MINIERE KAZI KWA AMANI : 141,2	343. MC TVVIGA INDUSTRIES Sarl : 63,54	360. Louis Junior BOKENDE AMISI : 21,0397	378. GENERALE DE CONSULTANCE : 3
275. GOLIN MINING INVESTMENT : 1487,4265	293. TANGANYIKA MINERALS SA : 692,4218	309. SOGEMICA Sarl : 301,31	327. COMPAGNIE MINIERE DE KOLWEZI : 140	344. EUGO INVESTMENT Sarl : 60,01	361. LUKWESA KYUNGU JOSÉPHINE : 20,9802	379. MBUANGI MONGANE Marceline : 1
276. SOMILO : 1393,76	294. DRAGON INTERNATIONAL MINING SARL : 680,0478	310. MINIERE DE NDUBA Sarl : 300,7	328. TSHIMANGA MUTAYI Jean-Roger : 119,46	345. KAMANJI MUTOMBO NSEDA Eddie : 60,01	362. COOPERATIVE MINIERE DES POPOY/PANGA : 19	380. COMICO Sprl : 0
277. SOCIETE D APPUI LOGISTIQUE DU KATANGA Sarl : 1360,23	295. EVANHOE MINIS DRL : 658,4	311. ANHUA CONSTRUCTION CONGO SARL : 294,67	329. EQUINOX SARL : 114,5276	346. HASSAN ABDALLAH : 55,93	363. PENZU ZULULU Ludovic : 18	381. ENERGULF : 0
278. LUFIRA HOLDING SARL : 1346,7383	296. INVESTISSEMENT ET DEVELOPPEMENT IMMOBILIERS : 596,61	312. MATCHA CONSTRUCT Sprl : 292,16	330. MAISON DE L ORDINATEUR : 109,43	347. EXTRA MADURA Sarl : 53,48	364. ETS POPA MINING : 15,89	382. LOG OIL AND GAZ : 0
279. TECPRO SARL : 1323,003	297. EMPIRE CORPORATION YVY Sarl : 556,436	313. JADAS SARL : 289,4756	331. MUKONO KWA MUKONO MU KAZI GROUPE Sarl : 106,89	348. ILUNGA MBUYI MAMIE : 50,71	365. NICO MUSUBAO MATHE Sarl : 14,12	383. SEMLIKI : 0
280. KASIMU LUWANDA KASIMU : 1191,69	298. CONCORDE POUR L'INDUSTRIE ET L'EXPLOITATION SPRL : 548,0038	314. ALBHAI SHAROUKH ALIBHAI : 286,08	332. TAMARIS SERVICE Sarl : 100,08	349. COMPAGNIE MINIERE DE DEVELOPPEMENT ET DE RECONSTRUCTION : 42,28	366. TSHILOMBO KALOLO Robert : 14,12	384. SURESTREAM : 0
281. TAURO MINING SARL : 1091,7477	299. SOCIETE KUPANGA SARL : 529,2043	315. MAMBA TSHIBUYI : 262,94	333. KANENGELE NGOYA EMILE : 95,02	350. BABECCA : 40	367. NGUDIA TSHIABA PATRICK : 12,11	385. SOCIETE MINIERE DE DIAMANT DE LUPATAPATA : 0
282. JINSHAN AFRICAN MINES : 1073,7403	300. HAMURI BUSHIRI : 520,3	316. LES CARRIERES DU CONGO Sarl : 238,41	334. KAYOWA KAMANA : 90	351. DECO ROOMS : 39,832	368. CONGO GEOLOGICAL SURVEY SPRL : 11,5561	386. GOMA MINING : 0
283. SOMACO Sari : 1000	301. DESTINYS MERCY MINING SARL : 504,82	317. MOSES MUKWIZA MINING SARL : 219,3	335. MAPOTI OLELA Eric Dieudonné : 89,5644	352. MBEMBA KINGOLO : 38	369. ETABLISSEMENT TRUST SERVICES GROUP : 10,59	387. MDDK : 0
284. GEOSCIENCE CONGO SERVICES Sprl : 950	302. RAMSES Sarl : 503,93	318. COMBINED MINING COMPANY SARL : 209,25	336. CONGO GEOLOGIST GALAXY : 84,7428	353. ANHUA MINING CONGO Sarl : 37,78	370. SUNGU MUM-MUNDA Jerome : 9,08	388. MM MINING : 0
285. ETANA CONGO Sarl : 932,37		319. MASIALA MAKOSO CHRALOTTE : 174,18	337. MWAMBENU KAJAMA Blaise : 82,17	354. COOPERATIVE MINIERE DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE : 35,6	371. IMMOBAJE Sarl : 8	389. SOCIETE MINIERE DE KOLWEZI : 0
286. BOLFAST COMPANY : 884		320. ETABLISSEMENTS NSB GOLDEN SARL : 172,1091			372. MULUMBA KANKU KAIMBY Felix-Camille : 7	390. HONG KONG EXCELLENT : 0
						391. MIZAKO : 0
						392. COMFORCE : 0

Annexe 7 : Liste de nouvelles entreprises du périmètre de télédéclaration

Secteur	NOM DE L'ENTREPRISE	Motifs
M	ANVIL MINING CONGO	Matérialité
M	CHENGTON CONGO RESSOURCES SARL	Matérialité
M	COOPERATIVE DES ARTISANAUX MINIERES DU CONGO	Matérialité
M	EVELYNE INVESTMENT	Matérialité
M	IRON MOUNTAIN ENTREPRISES SPRL	Matérialité
M	LUALABA COPPER SMELTER SAS	Matérialité
M	MSAC SARL	Matérialité
M	SOCIÉTÉ D'EXPLOITATION DE MUSOSHI (SEM)	Matérialité

Annexe 8 : Périmètre des entités de l'Etat

Entités Étatiques	Secteur Minier		Secteur Pétrolier	
	P. télé déclaration	P. Unilatéral	P. télé déclaration	P. Unilatéral
Niveau National				
1. Agence financière de l'Etat				
Direction Générale des Impôts (DGI)	✓	✓	✓	✓
Direction Générale des Recettes Administratives, Judiciaires, Domaniales et de Participation (DGRAD)	✓	✓	✓	✓
Direction Générale des Douanes et Accises (DGDA)	✓	✓		
Secrétariat Général du Ministère des Hydrocarbures (SGH)		✓	✓	✓
Agence Congolaise de l'Environnement (ACE)	✓	✓	✓	✓
Banque Centrale du Congo (BCC)	✓	✓	✓	✓
Cadastre Minier (CAMI)	✓	✓		
Centre d'Évaluation, d'Expertise et de Certification des substances minérales précieuses et semi-précieuses (CEEC)	✓	✓		
2. Entreprises Publiques (EP)				
GÉCAMINES, SOKIMO, SODIMICO, SCMK-MN, COMINIÈRE, SAKIMA, MIBA ET SACIM	✓	✓		
SONAHYDROC S.A			✓	✓
Niveau Infranational				
3. Directions des recettes Provinciales				
Direction des Recettes du Haut Katanga (DRHKAT)	✓	✓		
Direction des Recettes de Lualaba (DRLU)	✓	✓		
Direction des recettes provinciales du Kasai Oriental (DGRKOR)	✓	✓		
Direction des recettes provinciales du Nord-Kivu (DGR NK)	✓	✓		
Direction des recettes provinciales du Sud-Kivu (DPMER)	✓	✓		
Direction des recettes provinciales du Maniema (DGRMA)	✓	✓		
Direction des recettes provinciales de Haut Uélé	✓	✓		
Direction des recettes provinciales de Tanganyika	✓	✓		
Ministère provincial des Mines du Nord-Kivu	✓	✓		

Annexe 9 : Paiements infranationaux ventilés par province.

SECTEUR	PROVINCE	RECETTE EN USD
MINIER	HAUT-KATANGA	101 441 441,94
MINIER	LUALABA	81 517 975,69
MINIER	KASAÏ ORIENTAL	7 512 924,71
MINIER	HAUT-UÉLÉ	6 977 281,43
MINIER	MANIEMA	1 225 032,54
MINIER	SUD-KIVU	992 519,14
MINIER	TANGANYIKA	841 231,60
MINIER	MIN MINES PROV NK	538 257,43
MINIER	HAUT-LOMAMI *	239 622,56
MINIER	NORD-KIVU	92 850,05
MINIER	ITURI*	82 051,71
MINIER	TSHOPO*	9 283,72
	Total	201 470 472,51

Note :

* : Le total de recettes des 3 provinces qui n'ont pas été retenues dans le périmètre de télédéclaration s'élève à **330 957,99 USD**, soit 0.16 % de l'ensemble de recettes infranationales.

Notes

1. Il s'agit des catégories de flux suivants :

- **Spécifiques** : Taxe d'extraction des matériaux de construction, Banque des données, Frais administratif et de Confidentialité, Taxe de 1% sur les produits de transaction des matières précieuses d'exploitation artisanale, Autorisation de transport de minerais (ATM), Effort à l'exploration de la cuvette centrale, Indemnité Forfaitaire, Suivi environnemental et social, Frais de validation EIES, Redevance Annuelle, Frais d'option, la Taxe sur autorisation d'exploitation des eaux naturelles de surface ou souterraines, Frais de Bornage PE et la Redevance Superficière.
- **De droit commun** : Droits d'octroi des cartes des résidents pour étrangers, Impôt sur le revenu locatif, Autorisation de Minage Temporaire, Contrôle Technique, Impôt foncier et retenue locative.
- **Mal déclarés** : Concentrés et Voiries et TVC et EAD
- **Relevant de l'artisanat minier** : Taxe d'agrément annuel des groupements miniers.

2. Contrat CRX : <https://drive.google.com/file/d/1iii3G0iX7P0L9pZnb-ffw5gu3c8s2BCW/view>

3. https://drive.google.com/file/d/1o1pXwAwAUiQP5ITfYmQIOkCB_lfsSsbq/view

4. Conformément aux dispositions de l'article 12 alinéa 2 du CM, pour couvrir ses frais de fonctionnement, le CAMI est autorisé à percevoir et à gérer les frais de dépôt des dossiers et une quotité des DSA. En application de l'alinéa 2 de l'article 400 du Règlement Minier, la quotité du Cadastre Minier est perçue selon les modalités fixées par Arrêté Interministériel des Ministres ayant respectivement les Mines et les Finances dans leurs attributions, et celles contenues dans la note de débit remise au titulaire.

5. Les conventions pétrolières et les contrats de partage de production (disponibles sur le portail ITIE) distinguent les entreprises titulaires ou concessionnaires des entreprises amodiataires ou opératrices. L'exploitation de ces conventions et CPP permet de comprendre que les concessionnaires pour l'off-shore sont SOREPLICO (avec MIOC comme amodiatrice) JAPECO-UNIMPEX (TEIKOKU comme amodiatrice) et SOLICO (Chevron ODS comme amodiatrice devenue PERENCO-ODS) et pour on shore, SOCOREP (comme amodiatrice PERENCO REP) et KINREX (pour LIREX). FoxWELP et CAPRICAT sont liées à l'opérateur Oil of DRC. Quant à SOGEMIP, c'est une entreprise inactive de l'association où SURESTREAM est opérateur.

6. Lettre du SG du SGH n° MIN-HYD/SGH/03/691/2019 du 28/10/2019 contenant les réactions du SGH face aux recommandations formulées par l'AI et le Ministre des Hydrocarbures.

7. Ce flux infranational est constaté, liquidé, perçu et géré au niveau de la seule province du Nord Kivu. Il est reparti entre cette dernière et le territoire où l'ETD où a lieu l'exploitation. Il ne relève pas du Trésor public national puisque géré par un Comité provincial tripartite composé des entreprises, de la société civile et la Province du Nord –Kivu. En 2012, cette dernière, l'avait institué au titre de contribution spéciale des opérateurs miniers à la réalisation des projets de développement dans la province et plus spécifiquement, dans les territoires où se déroulent les activités minières. C'est plutôt une contribution et non une taxe au profit de la province et de l'entité territoriale/chefferie/ secteur qui a été instituée par la "nécessité de faire participer le secteur minier artisanal au développement des zones minières, en compensation de l'inapplication de l'article 242 (code minier 2002) relatif à la rétrocession aux provinces productrices de 40% de la redevance minière".

Au Nord –Kivu, cette contribution est payée par les opérateurs miniers à concurrence de 180 \$US/tonne, montant logé dans un compte ouvert par la province et réparti par la tripartite à la fin de chaque mois de la manière suivante : 130 \$US (soit 72%) au profit du territoire où se déroule l'activité minière et 50 \$US (soit 28%) au profit de la Province.

RAPPORT DE CADRAGE ITIE-RDC 2018, 2019 ET IER SEM. 2020

Par le Secrétariat Technique de l'ITIE-RDC

Cette contribution a également été identifiée au Kasai sous l'appellation de Taxe de reconstruction, payée par la société SACIM.

Il est à signaler qu'en application des dispositions de l'article 242 du Code Minier (2018) qui répartit la redevance minière entre le pouvoir central, les provinces, les ETD et le fonds minier pour les générations futures, le Ministre national des Mines, saisi par lettre collective des opérateurs miniers du Nord-Kivu le 15/01/2019 et constatant l'application effective desdites dispositions, a, par sa lettre n° CAB.MIN/Mines/01/0051/2019 du 01/02/2019, supprimé cette contribution.

8. Bulletin EITI (du 12/06/2020) : Assouplissement de la déclaration ITIE en réponse au COVID-19
9. <https://drive.google.com/file/d/18XmGsV90yDqCda6g3aD3rmFivPDnIMqV/view>
10. <https://drive.google.com/file/d/1G7M7Rn6JAz0nPdmBbDi1kTomUGlwg-Xe/view>
11. Liste des ETD identifiées

PROVINCE	ETD
Haut-Katanga	Communes: Kampemba, Ruashi, Annexe, Shituru, Bukanda
Lualaba	Communes: Dilala, Luiilu, Chefferie de Bayeke, Fungurume
Tanganyika	Tumbwe, Bena Kamanya, Bakongolo, Mambwe, Kalemie
Nord-Kivu	Chefferie de Buhunde, Secteur de Wanyanga
Sud-Kivu	Chefferie de Luhwindja
Maniema	Secteurs de Bangu Bangu et Salamabila
Haut-Uelé	Secteurs de Kibali, Mangbutu
	Chefferie Logo-Doka, Mariminza, Logo-Ogambi, Dhongo
Kasai Oriental	Secteurs : Kakangayi, Tshilundu, Movonkatsha, Pemba